



LE HEZBOLLAH ET LA SYRIE
Un parti soutenu ou instrumentalisé ?

Mémoire de géopolitique
du chef d'escadron Franck SCHWEIN
dans le cadre du séminaire « Géopolitique de l'Islam »

Directeur : Monsieur Bassam TAHHAN

Mars 2007

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Le Hezbollah et la Syrie : un parti soutenu ou instrumentalisé ?
2. 2007_memoire_geop_Hezbollah Syrie_Schwein
3. Chef d'escadron, armée de Terre, SCHWEIN Franck, France
4. 12 mars 2007
5. Division C – groupe C4
6. Mémoire de géopolitique
7. « La Syrie et nous sommes des alliés. Nous partageons les mêmes convictions sur la plupart des sujets concernant la région ». Ces propos tenus en 2003 par Hussein Haj Hassan, l'un des douze députés du Hezbollah au Parlement libanais, donnent l'image d'un parti et un gouvernement filant un parfait amour. La Syrie a pourtant toujours nié apporter un soutien autre que moral au Hezbollah, afin de ne pas prêter le flanc à ceux qui critiquent son ingérence dans les affaires libanaises. De plus, dans la « guerre contre le terrorisme » lancée par le président américain Bush après les attentats du 11 septembre 2001, être lié à un mouvement figurant en tête de liste des organisations terroristes à éradiquer peut s'avérer périlleux.

Les histoires de la Syrie et du Liban sont mêlées depuis très longtemps. Apparu en 1982, en pleine guerre civile libanaise, le parti de Dieu est venu superposer sa trajectoire dans un panorama régional particulièrement complexe et chaotique. Lorsqu'on évoque le Hezbollah, l'image de la tête, du bras et de la main est fréquemment retenue. Elle revient à considérer que la politique du Hezbollah est conçue à Téhéran, mise en œuvre à Damas et exécutée par les dirigeants du mouvement au Liban. Mais quelle est réellement la nature de la relation entre le Hezbollah et la Syrie ? Surtout, comment cette relation évolue-t-elle, au milieu du tumulte et des bouleversements régionaux et internationaux ? Depuis qu'il a obtenu son indépendance en 1943, le Liban est en perpétuelle recomposition. Dire que l'unité nationale et l'autorité gouvernementale y sont encore fragiles relèverait de la litote. Le Hezbollah étant souvent présenté comme un Etat dans l'Etat, quel type d'Etat est-il, et où puise-t-il ses soutiens ? Quel est le pouvoir de la Syrie sur le Hezbollah et comment l'utilise-t-elle ? La Syrie peut-elle mettre au pas le parti de Dieu ? En fin de compte, le Hezbollah est-il soutenu ou instrumentalisé par la Syrie ?

Le présent document défend la thèse que le lien unissant le Hezbollah à la Syrie pourrait être assimilé à un mariage de raison. Celui-ci n'est pas issu d'un coup de foudre, a connu de nombreuses scènes de ménage et ne durera que tant que les intérêts des deux partenaires demeureront communs. Le régime de Damas avait besoin d'une arme de combat indirect pour rappeler aux Israéliens que ceux-ci ne pourraient avoir la paix sans leur restituer le plateau du Golan. En même temps, organiser le chaos au Liban pour montrer qu'elle était la seule à pouvoir y mettre fin donnait à la Syrie l'ampleur régionale nécessaire à un pays se voulant le chantre du panarabisme. Quand au Hezbollah, il a eu besoin de faire oublier ses origines iraniennes et terroristes, afin d'être accepté en tant que parti de résistance nationale pouvant exercer un rôle politique fort au pays du cèdre.

Après avoir effectué un indispensable plongeon dans le passé de la Syrie et du Liban, pour mieux saisir les enjeux qui les parcourent, nous verrons que la relation entre le Hezbollah et la Syrie a mis huit années avant de se stabiliser, et que depuis 1990 leur alliance tient plus du partenariat stratégique que d'une communauté idéologique et de destin.

Dans le cas de la Syrie comme dans celui du Liban, l'histoire n'a jamais suivi un cours tranquille. Ces deux pays, qui partagent un long passé commun, n'ont pas été épargnés par les confrontations régionales et internationales. La Syrie a connu une multitude de dominations successives. Après avoir gagné son indépendance, elle a traversé une période de grande instabilité politique. Le général Hafez al-Assad a maintenu l'unité du pays en instaurant un régime dictatorial, que son fils Bachar peine à faire fonctionner. Malheureusement pour lui, le Liban est utilisé comme champ de bataille par des acteurs régionaux antagonistes. S'il a peiné à trouver un *modus vivandi* interne, une guerre civile l'a déchiré durant quinze années et il cherche toujours la voie de la guérison.

La relation entre la Syrie et le Hezbollah fut au début tiraillée entre l'union et la confrontation. Au moment de son apparition, en 1982, le parti de Dieu affichait clairement sa filiation iranienne. Il fut soutenu par la Syrie dans son djihad contre Israël, mais Damas eut du mal à le faire entrer dans le rang après que Tsahal se fut partiellement retiré du Liban en 1985. Le Hezbollah est le fils de la révolution islamique iranienne et de l'invasion du Sud-Liban par les troupes israéliennes en 1982. Le Hezbollah se fit connaître par des actes qui lui valurent l'étiquette d'un mouvement terroriste. Il centra son action sur le djihad contre les forces israéliennes au Liban, pour lequel il reçut un soutien important de la part de la Syrie. Entre 1985 et 1990, la Syrie eut du mal à imposer au Hezbollah de coordonner son combat avec ses propres

objectifs. Ces difficultés furent le reflet des tensions existant entre Damas et Téhéran, ainsi que de la nature turbulente du Hezbollah. Touché tardivement par les guerres fratricides, le parti de Dieu finit par s'imposer comme le principal mouvement de résistance libanais.

A partir de 1990, les liens entre le Hezbollah et la Syrie se sont resserrés. Les relations entre les deux acteurs au cours de cette période peuvent être comparées à un mariage de raison qui dure tant que les intérêts des partenaires demeurent communs. Le retrait des troupes israéliennes du Sud-Liban et la guerre contre le terrorisme marquèrent l'entrée du couple dans une nouvelle ère. Depuis que les troupes syriennes ont quitté le Liban en 2005, le Hezbollah a gagné en autonomie, ce qui n'a pas pour autant amoindri son alliance avec Damas. Grâce à l'ascendant politique graduel exercé par la Syrie au Liban, le Hezbollah a pu poursuivre son djihad contre Israël sous les auspices du nouveau gouvernement libanais. Cette évolution a permis au parti de Dieu d'acquiescer la légitimité d'un authentique parti libanais et de donner à son combat contre les militaires israéliens la coloration d'une lutte de résistance nationale. Le retrait israélien du Sud-Liban en mai 2000, qui privait le Hezbollah de légitimité dans sa lutte armée contre l'Etat hébreu, la mort d'Hafez al-Assad en juin 2000, qui occasionna un affaiblissement interne très important du régime syrien, et les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, qui déclenchèrent la « guerre contre le terrorisme », firent basculer le couple Syrie-Hezbollah dans une nouvelle ère. L'enjeu consista à permettre au Hezbollah de poursuivre sa campagne de djihad, et à résister aux pressions exercées par les Etats-Unis contre le Liban et la Syrie entre 2001 et 2005. Les événements qui se produisirent en 2005 débouchèrent sur un bouleversement politique au Liban, accélérèrent le départ des troupes syriennes, et permirent une réévaluation de la politique suivie jusqu'alors. Pour les membres du nouveau gouvernement, le problème crucial était d'éliminer l'influence syrienne au Liban et d'affirmer son autorité dans toutes les régions du pays. Quand aux Etats-Unis et à Israël, ils tentèrent en vain de régler le sort du Hezbollah à l'été 2006.

Ainsi, la relation entre le Hezbollah et la Syrie présente bien toutes les caractéristiques d'un mariage de raison. La Syrie soutient le Hezbollah tant que celui-ci peut servir ses desseins. Les histoires tumultueuses du Liban et de la Syrie ont fourni les conditions nécessaires à l'apparition du Hezbollah en 1982. La révolution islamique iranienne et l'implication des Israéliens au Liban ont été les éléments déclencheurs du « djihad défensif » du parti de Dieu. Celui-ci a trouvé en Damas un soutien pour mener son combat et s'affirmer comme le principal mouvement de résistance au Liban. Hafez al-Assad, de son côté, a vite compris l'avantage qu'il pourrait retirer d'un mouvement

lui permettant de maintenir une pression indirecte sur Israël. Dans le même temps, il lui importait d'obtenir la mainmise sur le Hezbollah, comme sur la majeure partie des activités du Liban, ce qui ne fut pas toujours facile. Après 1990, l'alliance entre la Syrie et le Hezbollah se renforça, et ce dernier entama sa conversion en un parti politique de type classique. La compatibilité de leurs intérêts permet aux deux acteurs de maintenir, aujourd'hui encore, le soutien qu'ils s'apportent mutuellement. Ce mariage de raison n'a pas toujours été équilibré, et le Hezbollah a beaucoup été instrumentalisé par Damas. Depuis le retrait des soldats syriens du Liban en 2005, Bachar al-Assad ne peut plus exercer de contrôle tactique sur les combats du parti de Dieu. Toutefois, son emprise demeure forte étant donné que les armes et les malles remplies d'argent iranien doivent nécessairement transiter par la Syrie.

L'émergence du Hezbollah en tant qu'acteur politique conventionnel et la légitimité nationale qu'il tire de sa lutte contre Israël permettent à Hassan Nasrallah de mener en ce moment une campagne pour forcer une redistribution du pouvoir politique en faveur des partis chiites au pays du cèdre. Depuis l'assassinat du ministre de l'industrie Pierre Gemayel en novembre 2006, et avec six ministres chiites démissionnaires, il suffirait que le gouvernement anti-syrien de Fouad Siniora perde encore un ou deux ministres pour lui ôter toute légitimité. De toute façon, il est bien incapable de désarmer le Hezbollah, car comme le reconnaissait Rafiq Hariri, « si l'on considère la popularité du Hezbollah, ce serait un suicide politique de tenter de restreindre la résistance ».

Le Hezbollah est souvent présenté comme un Janus politique, possédant un visage syrien et un visage iranien. Lorsqu'ils observent l'évolution des proportions iranienne et syrienne dans cette double nature, certains s'accordent à dire qu'aujourd'hui le Hezbollah est plus iranien que syrien. Les tenants de cette analyse précisent que le parti est également plus libanais que syro-iranien. Mais la Syrie ne laissera pas le Hezbollah lui échapper, car elle a besoin de conserver sa mainmise sur le Liban pour des raisons aussi bien stratégiques, économiques, politiques qu'internes. Au milieu de la multiplicité des enjeux dans la région, Bachar al-Assad, qui continue à abriter Khaled Mechaal, le chef du Hamas, se laissera-t-il tenter par les propositions américaines de partenariat visant à briser l'axe Iran-Syrie-Hezbollah-Hamas ? Il faudrait obtenir la coopération d'Israël afin de résoudre la question du Golan. L'administration Bush sait bien que seule la Syrie peut mettre fin aux activités du Hezbollah. Damas ne le fera jamais, à moins qu'il n'y trouve un avantage.

8. Hezbollah, Syrie, Liban, Assad, Nasrallah, Israël, Golan, terrorisme, guerre civile, islamisme, djihad.

LE HEZBOLLAH ET LA SYRIE
Un parti soutenu ou instrumentalisé ?

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : CONTEXTE : LE POIDS DE L'HISTOIRE

La Syrie : une histoire semée d'embûches

Le Liban : un pays au cœur de l'affrontement syro-israélien

**DEUXIEME PARTIE: LA SYRIE ET LE HEZBOLLAH,
ENTRE LUNE DE MIEL ET CONFRONTATION**

Naissance du Hezbollah

Un « djihad défensif » soutenu par la Syrie (1982-1985)

Un groupe que la Syrie a du mal à canaliser, et qui s'impose comme le principal
mouvement de résistance libanais (1985-1990)

TROISIEME PARTIE: UN MARIAGE DE RAISON (DEPUIS 1990)

Le Hezbollah renforce son alliance avec la Syrie et consolide son aile militaire (1990-
2000)

L'entrée dans une nouvelle ère (2000-2005)

Un Hezbollah plus indépendant mais qui maintient son alliance avec Damas (depuis 2005)

« *Les arabes ne peuvent faire la guerre sans l’Egypte, mais ils ne peuvent faire la paix sans la Syrie* ». Henry Kissinger¹.

INTRODUCTION

« La Syrie et nous sommes des alliés. Nous partageons les mêmes convictions sur la plupart des sujets concernant la région ». Ces propos tenus en 2003 par Hussein Haj Hassan, l’un des douze députés du Hezbollah au Parlement libanais, donnent l’image d’un parti et un gouvernement filant un parfait amour. La Syrie a pourtant toujours nié apporter un soutien autre que moral au Hezbollah, afin de ne pas prêter le flanc à ceux qui critiquent son ingérence dans les affaires libanaises. De plus, dans la « guerre contre le terrorisme » lancée par le président américain Bush après les attentats du 11 septembre 2001, le fait d’être lié à un mouvement figurant en tête de liste des organisations terroristes à éradiquer peut s’avérer périlleux.

Les histoires de la Syrie et du Liban sont mêlées depuis très longtemps. Apparu en 1982, en pleine guerre civile libanaise, le parti de Dieu est venu superposer sa trajectoire dans un panorama régional particulièrement complexe et chaotique. Lorsqu’on évoque le Hezbollah, l’image de la tête, du bras et de la main est fréquemment retenue. Elle revient à considérer que la politique du Hezbollah est conçue à Téhéran, mise en œuvre à Damas et exécutée par les dirigeants du mouvement au Liban. Mais quelle est réellement la nature de la relation entre le Hezbollah et la Syrie ? Surtout, comment cette relation évolue-t-elle, au milieu du tumulte et des bouleversements régionaux et internationaux ? Depuis qu’il a obtenu son indépendance en 1943, le Liban est en perpétuelle recomposition. Dire que l’unité nationale et l’autorité gouvernementale y sont encore fragiles relèverait de la litote. Le Hezbollah étant souvent présenté comme un Etat dans l’Etat, quel type d’Etat est-il, et où puise-t-il ses soutiens ? Quel est le pouvoir de la Syrie sur le Hezbollah et comment l’utilise-t-elle ? La Syrie peut-elle mettre au pas le parti de Dieu ? En fin de compte, le Hezbollah est-il soutenu ou instrumentalisé par la Syrie ?

Le présent document défend la thèse que le lien unissant le Hezbollah à la Syrie pourrait être assimilé à un mariage de raison. Celui-ci n’est pas issu d’un coup de foudre, a connu de nombreuses scènes de ménage et ne durera que tant que les intérêts des deux partenaires demeureront communs. Le régime de Damas avait besoin d’une arme de combat indirect pour rappeler aux israéliens que ceux-ci ne pourraient avoir la paix sans leur restituer le plateau du Golan. En même temps, organiser le chaos au Liban pour montrer qu’elle était la seule à pouvoir y mettre fin donnait à la Syrie l’ampleur régionale nécessaire à un pays se voulant le chantre du panarabisme. Quand au Hezbollah, il a eu besoin de faire oublier ses origines iraniennes et terroristes, afin d’être accepté en tant que parti de résistance national pouvant exercer un rôle politique fort au pays du cèdre.

¹ Cette affirmation de l’ancien secrétaire d’Etat américain accrédite l’idée qu’un accord de paix israélo-arabe ne peut se faire sans la prise en compte des intérêts syriens.

Après avoir effectué un indispensable plongeon dans le passé de la Syrie et du Liban, pour mieux saisir les enjeux qui les parcourent, nous verrons que la relation entre le Hezbollah et la Syrie a mis huit années avant de se stabiliser, et que depuis 1990 leur alliance tient plus du partenariat stratégique que d'une communauté idéologique et de destin.

PREMIERE PARTIE : CONTEXTE : LE POIDS DE L'HISTOIRE

Dans le cas de la Syrie comme dans celui du Liban, l'histoire n'a jamais suivi un cours tranquille. Ces deux pays, qui partagent un long passé commun, n'ont pas été épargnés par les confrontations régionales et internationales.

1. LA SYRIE : UNE HISTOIRE SEMEE D'EMBUCHES

La Syrie a connu une multitude de dominations successives. Après avoir gagné son indépendance, elle a traversé une période de grande instabilité politique. Le général Hafez al-Assad a maintenu l'unité du pays en instaurant un régime dictatorial, que son fils Bachar peine à faire fonctionner.

11. Dominations successives

L'histoire de la Syrie est particulièrement complexe. Constituant l'une des plus anciennes civilisations antiques, elle a été occupée par de nombreuses nations au cours du temps. En effet, depuis la conquête séleucide, en 312 avant J.-C., et jusqu'en 1920, ce pays n'a pas constitué une entité politique, mais a été une province de vastes empires : province dominante, cœur de l'empire, au temps des Séleucides et pendant la période omeyyade², province vassale sous l'occupation byzantine et pendant les quatre siècles de domination ottomane³.

Durant la Première Guerre mondiale, la Turquie combattit aux côtés de l'Allemagne. Aussi, en 1918, lorsque la Turquie fut vaincue, l'une des périodes les plus longues et les plus ternes de l'histoire de la Syrie prit fin. Les troupes franco-britanniques avaient été soutenues par une armée bédouine que commandait le prince Fayçal. En mars 1920, ce dernier, s'appuyant sur les promesses faites par les Anglais à son père d'un « grand royaume arabe » s'étendant à toutes les possessions arabes de l'Empire ottoman, réunit à Damas un congrès général syrien dont les membres, venus de toutes les parties de la Syrie traditionnelle, proclamèrent « l'indépendance de la Syrie dans ses limites naturelles, y compris la Palestine », et l'élirent roi.

Mais en 1916, la France et la Grande-Bretagne avaient signé les accords Sykes-Picot, par lesquels les deux pays s'étaient entendus au sujet de leur aire d'influence respective au Proche-

² Entre 661 et 750 après J.-C. Pendant cette période, l'empire arabe atteignit sa plus grande extension. Il fut divisé en neuf grandes provinces, et la province-capitale, celle de Syrie-Palestine, connut son plus brillant développement.

³ Entre 1517 et 1918.

Orient : la partie sud reviendrait aux Anglais, le nord tombant dans l'escarcelle des Français. La grande guerre à peine terminée, la Société Des Nations mit donc fin à la Syrie historique : une partie de l'ouest fut séparée pour constituer le Liban et le sud fut détaché pour former la Palestine et la Jordanie. À la conférence de San Remo, en 1920, les pays arabes ex-ottomans furent placés sous mandat français (Liban, Syrie) ou anglais (Irak, Transjordanie, Palestine). Enfin, en 1939, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, la France, pour des raisons de stratégie politique, accepta de rétrocéder à la Turquie le sandjak d'Alexandrette. Ces démembrements contrecarrèrent les aspirations nationalistes et furent à l'origine d'un fort ressentiment à l'égard des puissances coloniales occidentales.

Au mois de juin 1941, les forces britanniques, auxquelles s'étaient jointes des Forces françaises libres, défirent les troupes du gouvernement de Vichy en Syrie. Le général Catroux, commandant des Forces françaises libres du Levant, proclama l'indépendance de la Syrie à la fin de 1941. Les élections de 1943 instaurèrent une république, mais sans rien changer, en fait, à l'administration française. Il fallut donc attendre 1946 pour que la France évacue complètement le pays.

12. L'instabilité

Devenue indépendante, la Syrie prit part à la première guerre contre l'établissement de l'Etat d'Israël en 1948. La défaite engendra une période d'extrême instabilité politique et une longue série de coups d'Etat militaires, alimentés par l'opposition entre une faction pro-irakienne de l'armée, et une autre faction pro-égyptienne. Le régime des colonels a commencé dès le 29 mars 1946, avec le putsch conduit par le chef d'état-major général Husni al-Za'im, qui avait pour but de mettre fin au régime des nantis, responsable de la situation dégradée du pays. Sami Hinnawi, un colonel des blindés, n'a pas attendu plus de 134 jours pour effectuer un putsch à son tour. Puis il fut renversé par le colonel Adib Chichakli en 1949. Une nouvelle Constitution, proclamée en 1950, déclara le pays partie intégrante des nations arabes. L'islam triomphait, et la loi musulmane fut choisie comme source principale de la législation, ce qui constituait un premier pas vers la limitation des privilèges économiques et sociaux des minorités chrétiennes. En 1954, un quatrième coup d'État, préparé par les partis de gauche, renversa le dictateur et restaura un régime parlementaire. Mais l'instabilité demeura.

Le parallélisme entre les politiques syrienne et égyptienne, ainsi que l'appel à l'union par le président égyptien Gamal Abdel Nasser à la suite de la crise de Suez en 1956, créa les conditions favorables à l'union entre les deux pays. En 1958, l'Egypte et la Syrie s'unirent donc pour fonder la République Arabe Unie. Cette union fut de courte durée, en raison du comportement égyptien vis-à-vis des Syriens : en 1961, le général Haydar al-Kouzbari procéda à un coup d'Etat. La Syrie fit alors sécession, et la République arabe syrienne fut rétablie.

En 1963, le parti Baas⁴ s'assura le gouvernement du pays au moyen d'un coup d'Etat. En 1966, une faction pro-soviétique et extrémiste du parti Baas, menée par Salah Jedid, renversa le gouvernement et chassa les fondateurs historiques du parti. Cela leur permit de remplacer la politique panarabe du parti par une approche régionaliste. Mais la guerre des six jours, menée contre Israël en 1967 et perdue par l'Egypte et la Syrie, qui se vit amputée de la région du Golan⁵, affaiblit le gouvernement de Salah Jedid. Dès lors, en 1970, le ministre de la défense Hafez al-Assad procéda à un coup d'Etat qui fit de lui l'homme fort de la Syrie, ce qu'il est resté durant 30 années consécutives.

13. La Syrie du général Hafez al-Assad

Hafez al-Assad apporta à la Syrie la stabilité et l'unité, au prix d'une république autoritaire. Plaçant des fidèles à tous les postes clés, il a dirigé le pays d'une main de fer, réprimant toute tentative de déstabilisation et de soulèvement. En fait, la stabilité du régime n'avait d'égale que sa rigidité. Soucieux de sortir le pays de l'état permanent de crise qui prédominait depuis l'indépendance, le président syrien a entrepris de réaliser son « mouvement de redressement » sous les couleurs du parti Baas. Mais le pouvoir reposait d'abord sur l'appareil militaire et les organes de sécurité. En effet, le général mit en place un système élaboré de surveillance de sa population, grâce à de nombreux services de renseignement et de sécurité. Cette nébuleuse sécuritaire lui permit d'exercer un contrôle étroit sur tous les secteurs de la société. En son sein, la minorité alaouite⁶, à laquelle appartenait le chef de l'État, occupa une place dominante. Une répression particulièrement sévère fut menée tout au long de l'année 1980 contre les Frères musulmans, auxquels étaient attribués de nombreux attentats et la volonté d'instaurer un régime politique islamiste. La répression atteint son paroxysme en 1982, lorsque Hafez al-Assad écrasa dans le sang l'insurrection des Frères musulmans dans la ville de Hama, éliminant pratiquement cette confrèrerie du sol syrien.

En 1973, les arabes prirent l'initiative dans le conflit qui les opposait à Israël : l'Egypte et la Syrie attaquèrent simultanément. La contre-offensive israélienne fut si efficace que les arabes se virent imposer un cessez-le-feu au bout de trois semaines. Le bilan de la guerre du Kippour fut désastreux pour la Syrie : 510 kilomètres carrés supplémentaires perdus dans le Golan, plus de 7 000 morts et des dégâts estimés à 1 800 millions de dollars. Profondément touchée économiquement et politiquement, la Syrie adopta une position très ferme lorsque des négociations s'ouvrirent concernant la possibilité d'un désengagement sur le front oriental. Le Golan, position stratégique importante, riche région agricole et château d'eau de la région, resta sous le contrôle d'Israël qui y poursuivit l'implantation de colonies de peuplement.

⁴ Baas signifie « résurrection ». Ce parti, socialiste et laïc, a été fondé en 1943 par un chrétien, Michel Aflaq, et un sunnite, Salah Eddin Bitar. Sa devise est « unité, liberté, socialisme ».

⁵ Un plateau de 1 860 km² riche en eau.

⁶ Les alaouites constituent une branche du chiisme. Représentant 11 % de la population syrienne, ils sont considérés par les sunnites comme des hérétiques, et pour ce motif, ils ont toujours été persécutés.

La Syrie souhaite exercer une influence sur le Liban pour deux raisons majeures. Tout d'abord, sur un plan historique, le Liban reste considéré comme une province abusivement séparée de la Syrie par le mandataire français. Pour Hafez al-Assad, les deux pays constituaient « deux Etats indépendants, une nation ». Sur un plan stratégique, la Syrie craint d'être contournée par Israël. Il est donc vital que le Liban s'aligne sur les positions syriennes afin d'exclure toute paix séparée avec Israël. Aussi, lorsque la guerre civile éclata au Liban en 1975, la Syrie trouva une justification pour légitimer sa présence dans le pays : les troupes syriennes intervinrent en 1976, à la demande de dirigeants chrétiens puis du gouvernement, pour constituer une « force arabe de dissuasion⁷ » qui demeura essentiellement syrienne. En 1985, la Syrie obtint le retrait israélien de la plus grande partie du Liban. En 1987, elle dépêcha 7 000 hommes en renfort dans le secteur musulman de Beyrouth pour y rétablir l'ordre, et opéra la réunification de la capitale libanaise. Les accords de Taëf, en 1989, consacrèrent la tutelle exercée de fait par la Syrie. Ces accords furent complétés en 1991 par un traité de fraternité, de coordination et de coopération entre les deux pays.

Le processus de paix avec Israël demeura dans l'impasse. Si depuis le cessez-le feu de 1982 Israël et la Syrie évitent tout affrontement direct, leur « choix stratégique pour la paix » bute sur la question du Golan. Le principe du retrait est globalement accepté par Israël, mais le désaccord subsiste au sujet de la frontière : Damas exige que soit rétablie la ligne du 4 juin 1967, qui lui donnerait accès à l'eau du Jourdain. Or l'eau s'écoulant du Golan fournit aux Israéliens un tiers de leur consommation annuelle.

L'intransigeance de Damas envers Israël contribua à accroître son isolement sur la scène internationale. Aussi Hafez al-Assad a-t-il renforcé les liens avec son principal allié constitué par l'Iran⁸. De plus, avec la fin de la guerre froide et la dissolution du bloc communiste, le régime a été privé du soutien soviétique. Le président syrien chercha donc à rompre son isolement en manifestant une volonté d'ouverture sur l'occident : la Syrie s'est engagée dans la première guerre du Golfe aux côtés de la coalition, en 1990, et a cherché à se rapprocher de l'Union Européenne⁹ en participant notamment à la conférence euro-méditerranéenne de Barcelone en 1995.

14. Les incertitudes de l'après Hafez

Hafez al-Assad fut un chef d'État d'une stature exceptionnelle, volontiers salué comme le « Bismarck des Arabes » sachant de manière implacable exécuter ses desseins avec patience et obstination. Aussi, à sa mort en 2000, la succession fut difficile à assurer pour son fils Bachar al-Assad, en raison de difficultés intérieures, mais aussi d'évolutions géopolitiques régionales importantes.

⁷ D'environ 40 000 hommes.

⁸ Une « alliance stratégique » a été nouée dès 1979 avec l'Iran, qui voit en Damas un relais utile pour préserver l'influence iranienne sur la communauté chiite libanaise, et fournit en contrepartie à la Syrie une aide économique ainsi qu'une coopération militaire lui permettant de d'améliorer son rapport de forces face à Israël.

⁹ L'Union Européenne est le principal partenaire commercial de la Syrie : c'est avec elle que celle-ci réalise 50 % de ses exportations et 30 % de ses importations.

Ce n'est qu'à la mort accidentelle de son frère aîné Bassel en 1994, qui avait été formé dans une visée dynastique, que Bachar a dû commencer à se préparer à l'exercice du pouvoir. Poursuivant jusque là des études d'ophtalmologie en Angleterre, il a été aussitôt rappelé en Syrie. Sa jeunesse et son inexpérience politique l'ont desservi pour s'imposer au sein du clan Assad ainsi que face aux responsables des services de sécurité et de renseignement qui constituent une sorte de « vieille garde ». Finalement, il lui a été difficile de réunir une équipe dirigeante homogène et soudée, et la disparition d'un président fort a conduit à une certaine atomisation du pouvoir politique. Par ailleurs, de moins en moins de Syriens se reconnaissent dans le parti Baas, qu'ils perçoivent comme une niche de profiteurs et d'affairistes en lien avec le pouvoir. La nouvelle classe du parti¹⁰ réclame davantage de libéralisme et une participation au processus économique et politique. Le discours moderniste du nouveau président a suscité beaucoup d'espoirs, mais le « printemps de Damas » n'a duré que quelques mois : après une période d'euphorie caractérisée par la multiplication des cercles de discussion, l'apparition de nouveaux journaux et une plus grande permissivité économique, le régime a effectué des retours en arrière spectaculaires, notamment dans le domaine des libertés publiques. Les lignes tracées du vivant d'Hafez al-Assad demeurent d'actualité.

D'autre part, l'économie syrienne est exsangue. La forte croissance démographique¹¹ s'est conjuguée avec des périodes de sécheresse exceptionnelles, notamment celle de 1999 qui a conduit à une chute de la production agricole de 30 % et une diminution du produit intérieur brut (PIB). La dette de l'Etat est supérieure au PIB, il n'y a pas de bourse ni de secteur bancaire digne de ce nom. Inutile donc de compter sur les investissements directs étrangers, et l'on assiste plutôt à une fuite des capitaux syriens. Le secteur public est omnipotent, et le système productif hérité de la planification à la soviétique s'avère aussi inefficace que corrompu. Dans ce contexte, le pétrole syrien est un atout fragile : il représente 50 % des exportations et 15 % du PIB, mais les gisements ne bénéficient pas d'une perspective d'exploitation supérieure à dix ans.

Enfin, Bachar al-Assad affronte un contexte géopolitique moyen-oriental qui a profondément évolué. Au Liban, le retrait des troupes israéliennes en 2000 prive la présence syrienne de légitimité. De plus, la Syrie qui soutient des mouvements classifiés « terroristes » tels que le Hezbollah, le Hamas et le Djihad islamique, subit des pressions internationales fortes, surtout depuis le déclenchement de la deuxième Intifada¹² en septembre 2000 et les attentats du 11 septembre 2001, à la suite desquels les Etats-Unis sont entrés dans une logique d'affrontement avec les terroristes et les Etats qui les soutiennent. Surtout, les Américains présents en Irak depuis 2003 accusent la Syrie d'aider les insurgés irakiens. L'assassinat du premier ministre libanais Rafiq Hariri, en février 2005, et les résultats provisoires de la commission d'enquête de l'organisation des

¹⁰ Constituée par des commerçants, des membres des classes moyennes et des fonctionnaires plus ou moins riches.

¹¹ Avec 3 %, la Syrie possède l'un des taux de croissance démographique les plus forts au monde.

¹² Désigne l'ensemble des violences ayant marqué le soulèvement des Palestiniens à partir de septembre 2000, après la visite d'Ariel Sharon, parlementaire israélien membre de l'opposition de l'époque, sur l'esplanade des mosquées à Jérusalem.

nations unies (ONU) sur cet attentat évoquant une probable implication syrienne, ont achevé d'isoler diplomatiquement la Syrie. Celle-ci s'est donc vue obligée de retirer totalement ses troupes du Liban en mai 2005.

2. LE LIBAN : UN PAYS AU CŒUR DE L’AFFRONTLEMENT SYRO-ISRAËLIEN

Malheureusement pour lui, le Liban est utilisé comme champ de bataille par des acteurs régionaux antagonistes. S'il a peiné à trouver un *modus vivandi* interne, une guerre civile l'a déchiré durant quinze années et il cherche toujours la voie de la guérison.

21. Vers un « pacte national » ?

Le Liban a été qualifié de « montagne refuge ». En effet, Le cloisonnement du relief, articulé autour des deux chaînes montagneuses du Liban et de l'Anti-Liban, privilégie une organisation communautaire au détriment du brassage. Le Proche-Orient, berceau des trois monothéismes, a produit beaucoup de schismes et de sectes. La montagne est devenue logiquement le lieu de refuge des minorités, persécutées par les pouvoirs orthodoxes. Leur implantation s'est effectuée sur le mode du repli identitaire, et pas moins de 17 communautés sont recensées.

Avant la chute de l'Empire Ottoman, l'histoire du Liban se confond avec celle de la Syrie. En 1920, tout comme cette dernière, le Liban fut placé sous mandat français, jusqu'à son indépendance en 1943. Le système politique alors mis en place fut bâti selon le principe d'un « pacte national ». Il édicta la règle du confessionnalisme politique, qui fut perçue comme la meilleure manière de représenter les 17 groupes religieux du pays. Le recensement de 1932, qui constitua le fondement de la répartition des pouvoirs, révéla que les chrétiens maronites formaient la majorité de la population, et que les musulmans constituaient la deuxième force démographique. Dès lors, les postes gouvernementaux les plus importants étaient attribués en fonction de l'importance relative de chaque groupe religieux, et les sièges au parlement répartis sur une base de parité entre chrétiens et musulmans. La présidence de la République fut réservée à un maronite, celle du Conseil à un sunnite, et celle du Parlement à un chiïte.

La question essentielle était alors de déterminer la nature même du Liban : devait-il être lié politiquement et culturellement à l'occident, ainsi que le souhaitaient de nombreux chrétiens, ou en accord avec son héritage arabe et bien intégré dans la région, comme le souhaitait la majorité des musulmans ? De plus, les musulmans extrémistes et les nationalistes, incluant des chrétiens, estimaient que le Liban n'aurait jamais dû être arraché à sa matrice syrienne, tandis que les chrétiens espéraient qu'il deviendrait une patrie réservée aux membres de leur communauté. Le « pacte national » opta pour la neutralité, en affichant « ni Orient, ni Occident ».

Cependant, un certain nombre de facteurs mirent à mal la cohésion nationale recherchée par le pacte. Tout d'abord, grâce au dynamisme de ses entrepreneurs et au développement d'une économie de services, le Liban était devenu le principal relais entre les pays du monde capitaliste et le reste du Proche et du Moyen-Orient. Mais cette incontestable prospérité était inégalement répartie. Des régions périphériques, telles que la vallée de la Bekaa ou le Sud-Liban, où les chiïtes

étaient concentrés, étaient particulièrement démunies. Aussi, au fil des années, le mécontentement sur les conséquences du système politique libanais s'accrut. Ce dernier favorisait le clientélisme, s'appuyant sur les clans familiaux, les liens religieux et régionaux. Aucun recensement n'a été effectué depuis 1932, malgré la forte croissance de la part des musulmans dans la population, ce qui a ossifié le pacte, devenu l'instrument garantissant la domination politique des chrétiens.

Ensuite, avec la création d'Israël en 1947 s'ouvrit, en même temps qu'une nouvelle frontière avec le Liban, une ère de multiples conflits¹³. Le Liban fut pris au piège des affrontements entre Israéliens, Palestiniens, Syriens, alimentés par les deux « grands » américains et soviétiques en pleine guerre froide. Après le conflit de Suez en 1956¹⁴, le dirigeant égyptien Gamal Abdel Nasser, qui incarnait le nationalisme arabe, radicalisa les engagements en faisant appel à la « solidarité arabe » contre les trois agresseurs. Ce message plaça le Liban dans une situation délicate car, étant donné les liens historiques reliant la communauté maronite à l'ancienne puissance mandataire en particulier, et à l'Occident en général, la demande de Nasser de rompre cette relation fut vécue par la plupart des chrétiens comme un impossible déchirement et accentua le clivage entre populations musulmanes et chrétiennes. En 1957, l'adhésion du Liban à la doctrine Eisenhower constitua une entaille supplémentaire dans le pacte national, puisqu'il s'agit alors de se ranger aux côtés de l'Occident.

L'arrivée massive des nombreux réfugiés¹⁵ et combattants palestiniens sur le sol libanais, fuyant l'avancée des forces israéliennes en Palestine, déstabilisa encore davantage les équilibres précaires au pays du cèdre. Lors d'une réunion de la Ligue arabe au Caire, en novembre 1969, l'organisation pour la libération de la Palestine (OLP), récemment fondée et dirigée par Yasser Arafat, reçut le feu vert pour mener ses opérations à partir du territoire libanais. Le gouvernement libanais était alors dans l'impossibilité d'empêcher l'accès du pays aux combattants palestiniens, au risque de s'aliéner les pays arabes voisins et d'élargir le fossé qui commençait à se creuser entre les musulmans et les chrétiens au Liban. Les Palestiniens purent ainsi se livrer à de nombreux raids contre les villages israéliens situés près de la frontière libanaise, ce qui provoquait des représailles de la part de l'armée israélienne¹⁶, à tel point que la totalité du Sud-Liban fut surnommée de manière sarcastique le « Fatah land¹⁷ ». Cet Etat dans l'Etat fut de plus en plus mal vécu par les Libanais, emportés malgré eux dans le conflit qui enflammait le Proche-Orient.

Le mal dont souffre alors le Liban est bien résumé par Georges Corm¹⁸ lorsqu'il écrit : « Israéliens, Palestiniens, Soviétiques et Américains, Syriens et Iraniens, Français, Italiens, Britanniques, se heurteront tous sur ce petit bout de terre et embrigaderont une large partie de

¹³ Guerres de 1947-1949, 1956, 1967, 1973, 1978, 1982, 1987...

¹⁴ Qui opposa les Egyptiens à Israël, à la France et à la Grande-Bretagne.

¹⁵ Depuis 1948, 140 000 palestiniens sont regroupés au Liban, dans une quinzaine de camps, bases arrière d'une reconquête fantasmée.

¹⁶ A cette époque déjà, Israël sommait Beyrouth de neutraliser les commandos qui opéraient à partir de son territoire.

¹⁷ « La terre du Fatah », du nom du parti palestinien dirigé par Arafat.

¹⁸ Le Liban contemporain, histoire et société, 2003.

l'élite politique et intellectuelle des libanais dans leurs guerres gigognes ».

22. Une guerre civile meurtrière (1975 – 1989)

Dans les années 1970, la réalité démographique libanaise a profondément évolué. Les chiites, en particulier, ont vu s'accroître conjointement leur nombre et leur conscience identitaire, sous l'égide de leur leader charismatique Musa Sadr. Celui-ci a créé le mouvement des déshérités, qui s'est doté en 1975 d'un organe politique et militaire nommé Amal (espoir). Si le Liban a pu être qualifié de « Suisse du Moyen-Orient » en raison de sa forte croissance économique entre 1950 et 1970, et du fait qu'elle ait constitué un îlot de libéralisme économique dans la région, la prospérité fut sélective. L'ultralibéralisme a engendré ses exclus, livrés à eux-mêmes par un Etat socialement démissionnaire, et l'emballement du processus d'urbanisation a amplifié ce décalage. Les populations paupérisées s'entassant dans la « ceinture de misère » du grand Beyrouth conjuguaient pauvreté et perte des valeurs. En 1975, le Liban tenait donc du cocktail explosif, et les différentes communautés qui le composaient furent amenées à se déchirer sous l'influence des pays extérieurs qui utilisèrent souvent les groupes armés et les milices pour mener une guerre indirecte. Au cours de cette guerre civile qui dura quinze années et tua plus de 150 000 civils, plusieurs périodes peuvent être distinguées.

221. La « guerre des deux ans » (1975-1976)

Échappant au contrôle d'une armée paralysée par ses loyautés contradictoires, les affrontements entre « conservateurs chrétiens¹⁹ » et « islamo-palestino-progressistes²⁰ » (c'est ainsi que la presse étiqueta deux coalitions complexes et changeantes) se sont propagés à l'ensemble du pays, dressant vallée contre vallée, village contre village, et quartier contre quartier.

Assiégés dans la partie orientale, les dirigeants maronites se virent contraints de faire officiellement appel à la Syrie, par la voix du président Frangié. En 1976, la Syrie intervint donc sous couvert d'interposition. En réalité, elle s'efforça de maintenir un équilibre des forces assurant la pérennité des antagonismes et la faiblesse des différents acteurs au Liban. L'accord de Riyad²¹ du 16 octobre 1976 institutionnalisa la présence syrienne au Liban, et l'entrée des troupes syriennes à Beyrouth en novembre 1976 vint clore la première phase du conflit. Mais l'« arabisation » de la crise ne favorisa guère le dialogue entre Libanais. Elle enferma au contraire les adversaires dans

¹⁹ Pierre Gemayel a fondé le parti des Phalanges en 1936. Celui-ci occupe en 1975 la première place sur la scène politique libanaise, avec 80 000 adhérents mobilisés pour la défense de la position sociale des maronites et la promotion d'un Liban chrétien.

²⁰ Regroupés autour du leader druze Kamal Joublatt, fondateur en 1949 du Parti socialiste progressiste. Le discours aux accents marxisants de Joublatt avait rapidement séduit les différents courants du socialisme arabe, ralliant à la fois des militants palestiniens d'Arafat, des Baasistes pro-syriens, des nassériens et des communistes.

²¹ Convoqués à Riyad, le président libanais et le chef de l'O.L.P. furent invités par l'Arabie Saoudite et l'Égypte à reconnaître la légitimité de la présence des troupes syriennes au Liban. Fort d'une reconnaissance arabe et d'une promesse de financement, le président Assad accepta de son côté que des contingents symboliques d'Arabie Saoudite, des Émirats arabes unis, du Soudan, de la Libye et des deux Yémens se joignent à ce corps de 30 000 hommes rebaptisé Force arabe de dissuasion (FAD).

leur opposition irréductible, et installa le Liban dans la guerre.

222. *L'entrée en scène de l'acteur israélien (1977-1983)*

En novembre 1977, la visite du président Sadate à Jérusalem et la détente qui s'amorça avec l'Égypte permit à Israël de reporter son attention sur le théâtre libanais. En mars 1978, les troupes israéliennes pénétrèrent au Sud-Liban jusqu'au fleuve Litani, afin de procéder à une opération de « nettoyage » contre la résistance palestinienne. Avant de se retirer en juillet, Tsahal présida à la création de l'Armée du Liban libre, commandée par le colonel Saad Haddad. Cette armée fut chargée d'opérer dans une « zone de sécurité » de dix kilomètres de profondeur au nord de la frontière israélo-libanaise, autoproclamée Etat du Liban libre en avril 1979. Ce ne fut qu'au nord de cette zone que la force d'interposition des Nations Unies au Liban (FINUL), instituée par la résolution 425 du Conseil de sécurité²², put se déployer.

Dans un pays de plus en plus divisé, où le problème central demeurait celui de la restauration de l'autorité de l'État, Beyrouth-Ouest et le Sud jouissaient d'une liberté proche de l'anarchie, sous la protection (et à la merci) de milices locales.

Le 6 juin 1982, désireux d'en finir avec la double menace syrienne et palestinienne, l'Etat hébreu lança 100 000 soldats dans l'opération « Paix en Galilée ». Devant l'absence de résistance, Tsahal remonta jusqu'aux portes de Beyrouth, où elle opéra la jonction avec les Forces libanaises de Béchir Gemayel²³. Le départ vers divers pays arabes de près de 15 000 combattants palestiniens, le repli des Syriens au nord de la Bekaa et la fermeture des bureaux de l'OLP constituèrent une victoire majeure pour Israël. L'élection de Béchir Gemayel à la présidence de la République le 23 août confirma l'influence décisive d'Israël au Liban. L'assassinat de Gemayel le 15 septembre amena dès le lendemain l'armée israélienne à investir Beyrouth, où elle laissa les Forces libanaises perpétrer le massacre des palestiniens des camps de Sabra et de Chatila²⁴. Amin Gemayel, qui succéda à son frère à la tête de l'État le 21 septembre, rappela alors la Force multinationale à Beyrouth et décréta la dissolution de la FAD en mars 1983.

Israéliens et Libanais engagèrent à Naqoura des pourparlers, parrainés par les Américains, et conclurent le 17 mai 1983 un accord stipulant la fin de l'état de guerre et un retrait israélien conditionné par le retrait simultané des forces palestiniennes et syriennes. Mais Damas refusa de mettre sur un pied d'égalité sa présence au Liban et celle de « l'ennemi sioniste ».

223. *La nouvelle guerre civile*

La guerre de l'été de 1982, l'occupation israélienne et la présence armée syrienne attisèrent une nouvelle guerre civile, plus meurtrière encore que celle de 1975, sur un fond de crise générale avec enlèvements et attentats.

²² En date du 19 mars 1978.

²³ Qui a unifié par la force les milices chrétiennes.

²⁴ En deux jours, environ 1 000 palestiniens furent tués et 500 disparurent. Ces chiffres incluent des femmes, des enfants et des vieillards.

En septembre 1983 éclata la « guerre du Chouf²⁵ » : les druzes appuyés par des combattants palestiniens et l'artillerie syrienne firent reculer les Forces libanaises et l'armée régulière malgré le soutien apporté à celle-ci par la marine et l'aviation américaine. Désormais impliquée dans la guerre civile aux côtés du pouvoir, la Force multinationale fit l'objet de vives critiques et d'attentats de plus en plus meurtriers²⁶. Ses moyens de riposte, comme le bombardement par la chasse française de la caserne des chiites islamistes de Baalbek le 17 novembre, achevèrent de la discréditer. Elle quitta Beyrouth sans gloire en février 1984.

Ce fut ensuite au tour des chiites de refuser de se soumettre à une armée devenue partisane. Le mouvement Amal, galvanisé par la révolution iranienne, prit un nouvel élan sous la direction de l'avocat Nabih Berri. L'armée israélienne suscitait une opposition croissante, notamment de la part du Hezbollah²⁷, qui lui infligeait de lourdes pertes. Finalement, elle opéra un retrait par étapes entre janvier et juin 1985, conservant seulement une « zone de sécurité » d'une dizaine de kilomètres de profondeur, et continuant à encadrer l'Armée du Liban libre, rebaptisée « Armée du Liban Sud » (ALS).

Conseillés par des dizaines de missionnaires combattants venus d'Iran via Damas, gratifiés par Téhéran de plusieurs millions de dollars chaque mois, les militants du Hezbollah s'en prirent à l'occupant et à ses alliés, mais aussi à Amal et aux groupes laïques, accusés de collusion avec les Occidentaux, ce qui suscita de violents affrontements dans les quartiers populaires de la banlieue de Beyrouth et dans le Sud.

En 1988, les miliciens du Amal, soutenus par les Syriens, sortirent vainqueurs de la « guerre des camps ». Celle-ci leur permit de prendre le contrôle des camps palestiniens du sud de Beyrouth.

Le mandat présidentiel d'Amin Gemayel s'acheva le 22 septembre 1988 sans qu'un accord ne parvienne à se faire sur le choix de son successeur. Pour gérer la crise, il chargea alors le général Michel Aoun de former un gouvernement militaire intérimaire composé de trois chrétiens et de trois musulmans (qui déclinèrent l'offre). A Beyrouth Ouest, Sélim Hoss²⁸ maintint son gouvernement concurrent pro-syrien et à dominante musulmane. Marquée par une destructrice mais infructueuse « guerre de libération contre la Syrie » menée par le général Aoun entre mars et septembre 1989, la division du pouvoir prit fin le 22 octobre 1989 avec l'accord de Taëf.

L'accord d'entente nationale conclu entre les députés libanais dans la ville saoudienne prévoyait un transfert du pouvoir exécutif vers le Conseil des ministres, et affichait un objectif d'abolition du confessionnalisme à terme. Les milices devaient être démantelées, et les forces syriennes étaient chargées d'apporter leur soutien au nouveau pouvoir afin de restaurer la sécurité. Au-delà de cette échéance, Damas devrait retirer ses troupes du Liban. Mais ce retrait final étant

²⁵ La « guerre de la montagne ».

²⁶ Le 23 octobre 1983, l'explosion de camions suicides sur leurs quartiers généraux respectifs infligea 289 victimes aux Américains et aux Français.

²⁷ Organisation armée chiite fondée en 1982, en réaction à l'occupation israélienne du Liban, parrainée par l'Iran et soutenue par la Syrie.

²⁸ Premier ministre par intérim depuis l'assassinat de Rachid Karamé en juin 1987.

suspendu à la mise en œuvre de toutes les réformes constitutionnelles prévues ainsi qu'à la fin de l'occupation israélienne du Sud-Liban, l'accord apparut comme une reconnaissance implicite de l'emprise syrienne sur le Liban.

23. La deuxième république libanaise

231. La mainmise syrienne

La seconde république fut proclamée le 21 septembre 1990, et l'Etat libanais rétablit progressivement son contrôle sur l'ensemble du pays, à l'exception du Sud-Liban. La fin de la guerre marqua l'entrée dans l'ère du tout économique : Damas, qui avait confisqué entre ses mains la réalité du pouvoir politique, ne concédait plus aux libanais que ce champ d'intervention, afin de favoriser une reconstruction vitale à sa propre économie²⁹. La nomination de Rafiq Hariri, homme d'affaires saoudo-libanais richissime, au poste de premier ministre en octobre 1992, s'inscrivit totalement dans cette logique. Ecarté du pouvoir pendant deux ans, Hariri fut rappelé aux affaires en septembre 2000, où il dut composer avec le général Emile Lahoud, porté à la présidence en novembre 1998 pour une durée de six ans. Après plusieurs années de redressement³⁰, la situation économique s'était à nouveau dégradée³¹.

La stabilité intérieure du Liban était l'affaire de la Syrie. La « pax syriana » était assurée par les 30 000 soldats syriens déployés au pays du cèdre, ainsi que par les 5 000 agents de la police secrète syrienne placés sous l'autorité du général Kanaan. Sur le plan politique, les ministres libanais prenaient régulièrement « le chemin de Damas », où les affaires étaient suivies par Bachar al-Assad, qui était d'ailleurs intervenu personnellement en faveur de la nomination du général Lahoud à la présidence. Plus généralement, en vertu de l'accord de fraternité du 22 mai 1991, le Liban s'était engagé à harmoniser sa politique extérieure, économique et culturelle avec la Syrie, ce qui correspondait dans la réalité à une mise sous tutelle du Liban.

Dans ce contexte, les critiques prononcées à l'encontre du déséquilibre des relations syro-libanaises s'accrochèrent. Le leader druze Walid Joumblatt se fit le porte-drapeau de la résistance à la présence syrienne, tandis que le patriarche Sfeir rassembla les maronites mécontents. Ces prises de positions ravivèrent les clivages confessionnels, dans la mesure où les principaux responsables sunnites et chiïtes (dont Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah depuis février 1992) défendaient quand à eux la présence syrienne.

232. La poudrière du Sud-Liban

Géographiquement, le Sud-Liban constitue un cas à part. Cet espace de plateaux peu élevés, artificiellement coupé par la frontière internationale, fait pour les Israéliens partie intégrante

²⁹ Le Liban est un véritable poumon pour la Syrie : il accueille entre 500 000 et 1 000 000 de travailleurs syriens, il procure une plus large façade maritime, et Beyrouth constitue une place financière de qualité.

³⁰ Entre 1990 et 1997, le PIB par habitant a été multiplié par quatre.

³¹ En 2000, la croissance était nulle, le déficit budgétaire était supérieur à 50 % et la dette représentait plus de 150 % du PIB.

de la Galilée, dans la continuité de leur propre territoire. Pour les populations chiites, il constitue avec la plaine de la Bekaa le berceau du chiisme libanais. D'autre part, d'un point de vue stratégique, c'est un poste d'observation (et de tir) sur le nord du territoire israélien, qui contrôle en outre l'accès vers Damas. S'il a accueilli de nombreux réfugiés palestiniens, il a perdu la moitié de sa population, qui s'est amassée autour de Beyrouth. Sous l'effet conjugué de la frustration sociale et des chocs démographiques, il est devenu un vivier de recrutement pour Amal et le Hezbollah.

De plus, son instabilité chronique a entravé son développement économique. De 1978 à mai 2000, Israël a maintenu une présence militaire dans une « zone de sécurité » destinée à protéger le nord de l'Etat hébreu des opérations de guérilla palestinienne, du Amal et du Hezbollah. Le Sud-Liban fut ainsi le théâtre d'un cycle incessant d'actions de harcèlement vis-à-vis des troupes israéliennes, suivies de représailles de la part de Tsahal et de l'ALS. Un certain nombre de grandes opérations israéliennes s'inscrivent dans cette logique : « règlement de compte » en août 1993, « raisins de la colère » en avril 1996, « punition adéquate » en juillet 2006. Mais loin d'assurer aux israéliens le contrôle du terrain, ces opérations n'ont fait que reconstituer l'union sacrée autour du Hezbollah, qui devint le champion de la résistance libanaise contre l'occupant. Aussi, les troupes israéliennes se retirèrent-elles unilatéralement du Liban en mai 2000³². Sous l'égide de l'ONU, une ligne de retrait baptisée « ligne bleue » fut tracée, le long de laquelle la FINUL se redéploya. Toutefois, le gouvernement libanais contesta dès le début ce tracé, revendiquant notamment le secteur des fermes de Chebaa³³, ce qui donna au Hezbollah un motif pour continuer à entretenir un front militaire face à Israël.

Pour éviter un nouvel embrasement du conflit, Rafiq Hariri préconisa une politique de retenue qui affecta ses relations avec le Hezbollah. L'assassinat de Rafiq Hariri le 14 février 2005 l'empêcha de poursuivre sa politique, et déclencha la « révolution du cèdre », où des centaines de milliers de libanais descendirent dans la rue pour manifester contre la présence Syrienne. En avril 2005, les derniers soldats Syriens quittèrent le Liban.

DEUXIEME PARTIE : LA SYRIE ET LE HEZBOLLAH, ENTRE LUNE DE MIEL ET CONFRONTATION (1982-1990)

La relation entre la Syrie et le Hezbollah fut au début tiraillée entre l'union et la confrontation. Au moment de son apparition, en 1982, le parti de Dieu affichait clairement sa filiation iranienne. Il fut soutenu par la Syrie dans son djihad contre Israël, mais Damas eut du mal à le faire entrer dans le rang après que Tsahal se fut partiellement retiré du Liban en 1985.

³² Ce qui occasionna par ailleurs le démantèlement de l'ALS.

³³ 14 fermes y sont réparties sur environ 27 km². Le Liban demande aux israéliens d'évacuer cette zone, tandis que l'ONU considère que ces hameaux ne font pas partie du Liban mais de la Syrie. Profitant du statut complexe de ces fermes, Israël continue à les occuper.

1. NAISSANCE DU HEZBOLLAH

Le Hezbollah est le fils de la révolution islamique iranienne et de l'invasion du Sud-Liban par les troupes israéliennes en 1982.

11. L'islam et le contexte de la renaissance islamique des années 1970

La politique est profondément enracinée dans l'islam. Les musulmans considèrent que l'umma³⁴ est un modèle de gouvernement vertueux et d'organisation sociale. Or l'un des facteurs de la renaissance religieuse qui balaya le Moyen-Orient, dans les années 1970, fut précisément la comparaison établie par les fidèles entre les gouvernements de cette région et le modèle islamique issu du passé. Ce dernier fut finalement considéré comme la seule réponse aux nombreux maux dont souffraient quotidiennement ces pays.

Dans les années 1970, la communauté musulmane du Moyen-Orient dut faire face à un grand nombre de problèmes importants, étroitement liés entre eux. A la question de la sécularisation de la société s'ajoutaient les maux liés à l'incompétence gouvernementale, la corruption, la mauvaise gestion de l'économie et les accidents de parcours de la modernisation. Le catalyseur fut constitué par l'échec des gouvernements du Moyen-Orient à éliminer Israël, considéré comme un usurpateur des terres sacrées musulmanes et la dernière manifestation de l'impérialisme colonial occidental dans la région. L'attrait de l'islam résidait dans sa capacité à apporter des réponses à la fois matérielles et spirituelles, par son réseau d'institutions religieuses et charitables, et par le système alternatif de gouvernement qu'il proposait.

La renaissance islamique fut menée par des dirigeants religieux sensibles à deux tendances différentes : fondamentalisme et réformisme. Les fondamentalistes étaient adeptes d'une interprétation littérale du Coran et prônaient un retour au modèle idéal de société créée par Mahomet. Ils utilisaient la religion pour créer des mouvements radicaux dont le but affiché était de purifier la vie sociale. Ils demeurèrent toutefois minoritaires. Les réformistes, quand à eux, étaient des modérés. Ils interprétaient les écritures de telle sorte qu'elles leur permettent d'œuvrer à l'intérieur d'un gouvernement non islamiste, plutôt que de militer pour un djihad³⁵ destiné à renverser ces gouvernements. Le père fondateur de l'islam réformiste fut l'égyptien Hassan al-Banna, qui fonda le mouvement des Frères musulmans en 1929, pour promouvoir une réforme de la société égyptienne plutôt que le renversement du gouvernement par la violence. Assassiné en 1949, il fut remplacé à la tête du mouvement par Sayyed Qutb. Ce dernier jeta les bases de l'islamisme radical, en prônant des solutions islamiques extrêmes et en introduisant l'idée que le djihad était un devoir pour tous les musulmans, aussi important que les quatre piliers traditionnels de la foi musulmane³⁶.

Les fondamentalistes sortirent vainqueurs au Soudan, et surtout en Iran. En 1979,

³⁴ La communauté religieuse formée par le prophète entre 622 et 632.

³⁵ Le mot signifie « effort ». Il peut être individuel ou collectif et a pour but de purifier l'âme du croyant. Dans une acception radicale, il est utilisé pour signifier la « guerre sainte ».

³⁶ Qui sont : les cinq prières quotidiennes, l'aumône, le jeûne du ramadan et le pèlerinage à La Mecque.

L'ayatollah Ruhollah Khomeyni parvint à établir en Iran une république islamique, au sein de laquelle il devint le guide suprême³⁷ pour interpréter la charia³⁸, en accord avec les mollahs membres des institutions dirigeantes de l'Etat. Le message de la révolution islamique se répandit dans toute la région.

L'impact le plus direct et le plus profond de ce message s'exerça sur les jeunes mollahs libanais qui fondèrent le Hezbollah. Ceux-ci avaient tous étudié dans le même séminaire que Khomeyni, à Nadjaf en Irak. Leur souhait de créer une communauté islamique dépassant les frontières libanaises rejoignait la stratégie iranienne d'exportation du modèle islamique, aussi trouvèrent-ils rapidement en la personne du guide suprême leur principal soutien, auquel ils professèrent une allégeance totale. Ils firent également leur le devoir sacré consistant à lutter contre le sécularisme et l'oppression des musulmans par des impérialistes étrangers, menés par les Etats-Unis et leur allié régional, Israël.

12. Apparition et buts du Hezbollah en 1982

Le Hezbollah apparut au Liban dans une atmosphère de tension et de précarité. La corruption au sein du gouvernement joua un grand rôle dans la constitution des mouvements populaires tels que le Hezbollah ou Amal, son rival chiite. Les difficultés économiques des chiïtes³⁹ étaient de plus aggravées par les représailles menées par les Israéliens contre les combattants palestiniens opérant sur la frontière israélo-libanaise. L'incapacité des organisations internationales, des mouvements palestiniens⁴⁰ et des Etats arabes à résoudre le problème israélo-palestinien permit aux groupes islamistes radicaux de faire leur apparition sur la scène politique.

La création du Hezbollah fut déclenchée par la disparition de l'imam Moussa al-Sadr. Celui-ci avait fondé le Mouvement des déshérités en 1974, avec l'aide iranienne, afin de militer pour la justice sociale au profit des Libanais dépossédés et réformer le système politique du Liban. Ce mouvement s'apparentait en fait à la première organisation politique chiite. Il eut une aile armée, qui reçut le nom des Bataillons de la résistance libanaise (Amal). A la mort d'al-Sadr, Nabih Berri prit le contrôle du Amal, duquel il élimina le contenu religieux. Hussein Musawi quitta alors le Amal pour fonder le Hezbollah, dans la partie nord de la Bekaa, avec des éléments de la branche libanaise du parti al-Daawa⁴¹. Son objectif était de purifier le système politique corrompu du Liban, mais le djihad contre Israël passa au premier plan, avec l'invasion israélienne de 1982 qui déboucha notamment sur les massacres de Sabra et Chatila. Fazlallah Mahalatti, un émissaire de l'ayatollah Khomeiny, participa à l'établissement des structures organisationnelles du Hezbollah.

Il convient de préciser que, contrairement aux autres organisations fondamentalistes, l'objectif principal du mouvement ne fut jamais de remplacer le gouvernement libanais par une

³⁷ Il se prétendait le remplaçant temporaire du douzième imam, occulté en 940 et dont les chiïtes croient qu'il va réapparaître.

³⁸ La loi religieuse.

³⁹ Constitués en majorité d'agriculteurs, et concentrés dans la vallée de la Bekaa et dans le Sud-Liban.

⁴⁰ Comme le Fatah ou le Front populaire de libération de la Palestine.

⁴¹ Parti irakien fondé par le grand imam Mohammed Baker al-Sadr.

république islamique. L'éclatement confessionnel dans le pays et l'opposition traditionnelle entre chiites et sunnites auraient voué cette démarche à l'échec. Aussi l'obligation sacrée de conduire le djihad contre les « usurpateurs des terres musulmanes » devint la priorité absolue.

Le projet politique du Hezbollah fut explicité dans « l'appel aux déshérités », qui parut en février 1985 dans un quotidien de Beyrouth sous la forme d'une lettre ouverte. Sur le plan idéologique et doctrinal, le parti s'identifiait avec l'avant-garde de la révolution islamique qui remporta la victoire en Iran et affirmait qu'il obéissait aux ordres de l'ayatollah Khomeyni. Le Hezbollah n'était donc « ni une organisation fermée, ni un parti libanais, et [n'était] pas circonscrit par un cadre politique étroit. [C'était] davantage une société reliée aux musulmans du monde entier ». Les coups portés à l'ennemi le seraient au nom de tous les musulmans. Les auteurs poursuivaient : « lorsque le djihad devient nécessaire, chacun doit accomplir son devoir dans le cadre de la mission qui lui a été impartie et sous la tutelle du guide suprême » (c'est-à-dire Khomeyni). Tenant compte des réalités libanaises, le parti de Dieu, s'il se déclara favorable à l'établissement d'un Etat islamique, visait à contribuer à la consolidation d'un pouvoir confessionnel, garantissant la participation équitable de toutes les communautés à la gestion de la chose publique. Il fallait donc mettre fin à l'hégémonie politique dont jouissaient jusqu'alors l'élite maronite et ses alliés, et consacrer l'influence grandissante de la communauté musulmane, conformément à l'évolution démographique. Au sujet du combat mené par le Hezbollah, la lettre identifiait les Etats-Unis comme « l'abomination suprême », et « l'entité sioniste » comme des « usurpateurs de la terre sainte de Palestine ». Quand à la position vis-à-vis de l'Occident, les responsables du parti affirmaient s'opposer non pas aux pays occidentaux en tant que tel, par principe, mais plutôt au « comportement colonialiste de certains Etats occidentaux ».

2. UN « DJIHAD DEFENSIF », SOUTENU PAR LA SYRIE (1982-1985)

Le Hezbollah se fit connaître par des actes qui lui valurent l'étiquette d'un mouvement terroriste. Il centra son action sur le djihad contre les forces israéliennes au Liban, pour lequel il reçut un soutien important de la part de la Syrie.

21. Attentats et enlèvements d'occidentaux

Immédiatement après les massacres de Sabra et Chatila, une force militaire internationale incluant 1 400 marines fut envoyée à Beyrouth pour tenter de contrôler la situation. Mais lorsqu'en décembre 1982 le navire de guerre américain Virginia, ancré au large de Beyrouth, bombarda les forces de la coalition libanaise composée de musulmans et de groupes de gauche, la presse locale considéra que les Occidentaux s'étaient rangés du côté des chrétiens.

Quatre mois plus tard, en avril 1983, un attentat à la voiture piégée contre l'ambassade américaine à Beyrouth fit 63 morts. En octobre 1983, 243 marines furent tués lorsqu'un camion rempli d'explosifs percuta leur caserne près de l'aéroport international. Pratiquement au même instant, le bâtiment qui abritait les membres du contingent français de la FINUL, le Drakkar, explosa à son tour, tuant 56 parachutistes. Ces attentats furent revendiqués par un groupe inconnu

jusqu'alors, le Djihad islamique. Les membres de ce groupe se dépeignaient comme « des soldats de Dieu qui aspirent au martyre », agissant en vue d'établir une république islamique au Liban et d'expulser les Israéliens et leurs sympathisants. De nombreux analystes ont attribué ces attentats au Hezbollah, en raison des références au martyre et de leur affiliation supposée à l'Iran. Cette thèse était d'autant plus crédible que le Hezbollah naquit en fédérant plusieurs groupuscules, et que ses contours furent initialement assez imprécis. Si le Hezbollah nia avoir commis les attentats précédents, il affirma partager les points de vue de leurs auteurs, et Sayyed Mohammed Hussein Fadlallah⁴², un dirigeant religieux chiite considéré par la suite comme le chef spirituel du Hezbollah, qualifia ces explosions comme la réponse des faibles face à l'oppression des puissants.

Parallèlement, le Hezbollah kidnappa des américains et d'autres occidentaux⁴³. Cette campagne visait essentiellement à perturber le fonctionnement des réseaux de renseignement occidentaux, en les obligeant à se concentrer sur leur propre sécurité. L'argument selon lequel ces différentes attaques avaient pour but de forcer les troupes étrangères à quitter Beyrouth Ouest fut rejeté par les Etats-Unis, qui placèrent le Hezbollah sur la liste des organisations terroristes. Quand au gouvernement libanais, il ne le considéra comme un mouvement de résistance qu'après 1990.

22. Le culte du martyre pour lutter contre Tsahal

Dans un premier temps, la mouvance intégriste accorda la priorité absolue aux opérations de résistance contre les troupes israéliennes. En dépit du profond déséquilibre des forces en présence, les combattants chiites réussirent à porter des coups très durs à Tsahal. Ces réussites ponctuelles contre le géant israélien s'expliquent essentiellement par l'importance que revêt la notion de martyre dans l'inconscient chiite. En effet, le martyre de l'imam Hussein⁴⁴ constitue pour les chiites croyants un mythe et un exemple à suivre.

Le numéro deux du Hezbollah, cheikh Naïm Kassem, soulignait que les chiites recevaient dès leur plus jeune âge une éducation basée sur l'idéal du martyre : « l'éducation basée sur la notion de victoire ne garantit pas la victoire et inhibe la force potentielle de la nation. Par contre, inculquer la notion de martyre revient à tirer profit de toutes les potentialités, ce qui permet de réaliser le martyre ou la victoire, ou les deux en même temps. Cela ouvre la voie à toutes les possibilités ».

En novembre 1983, le quartier général des forces armées israéliennes à Tyr, dans le sud du Liban, fut la cible d'un attentat à la voiture piégée qui fit de nombreuses victimes. Les enlèvements de soldats israéliens permirent par ailleurs de servir de monnaie d'échange afin de négocier la

⁴² Fadlallah était un marjaa, l'un des rares religieux chiites à atteindre cette position d'éminent théologien et juriste. Il prônait la coexistence religieuse au Liban et l'application des principes éthiques de l'Islam dans la vie de tous les jours.

⁴³ En 1985, le Hezbollah captura plusieurs français, exigeant en échange la cessation du soutien de la France au régime d'Amine Gemayel et à Saddam Hussein en Irak (défendant là les intérêts des iraniens en guerre contre l'Irak). Il s'agit de Marcel Carton, Marcel Fontaine, Aurel Cornéa, Jean-Louis Normandin, Georges Hansen, Jean-Paul Kaufmann, Roger Auque, Michel Seurat (qui mourut en captivité).

⁴⁴ Le fils de l'imam Ali trouva la mort lors de la bataille de Kerbala en 680. Le fossé fut désormais creusé entre musulmans chiites (les partisans d'Ali) et sunnites.

libération des propres combattants du Hezbollah. L'exacerbation de la lutte armée contre Tsahal était liée à la perception de l'Etat d'Israël, et à la crainte que celui-ci inspira dès sa création. A la suite de la guerre de 1948, qui fut le théâtre de massacres et conduisit à l'expulsion de nombreux palestiniens, de la guerre de 1967, de l'occupation de la Cisjordanie, de Gaza, du Golan syrien et de l'implication israélienne dans la guerre du Liban, de nombreux musulmans considérèrent Israël comme un Etat raciste et expansionniste, allié aux Etats-Unis. D'où sa diabolisation dans les représentations collectives, et l'abandon du quiétisme⁴⁵ au profit d'un djihad défensif, empruntant la voie du martyr.

La pression imposée par le Hezbollah et les autres milices musulmanes sur les troupes israéliennes conduisit Tsahal à se retirer au sud du Liban en 1985, où une zone de sécurité de 10 kilomètres de profondeur fut instituée le long de la frontière israélo-libanaise, et dans laquelle opérait la nouvelle Armée du Liban libre instrumentalisée par Israël.

23. Le soutien syrien

La Syrie cherchait à réduire l'influence d'Israël au Liban, afin de protéger ses flancs contre une attaque éventuelle. Voulant éviter une confrontation militaire directe, dont ils pouvaient difficilement sortir vainqueurs et qui aurait embrasé la région, les Syriens se battaient par milices interposées.

D'autre part, en mars 1983, Amine Gemayel avait dissous le commandement de la Force arabe de dissuasion, qui servait de couverture aux troupes syriennes. Son gouvernement fit peu de cas de l'opposition de Damas à ses négociations de paix avec Israël, qui aboutirent à l'accord du 17 mai⁴⁶ stipulant la fin de l'état de guerre et un retrait israélien conditionné par un retrait simultané des forces palestiniennes et syriennes. La Syrie voulait éviter à tout prix que le Liban ne conclue une paix séparée avec Israël, qui l'aurait laissée isolée pour négocier son propre accord de paix et la récupération du Golan.

Alors que Beyrouth et ses environs étaient plongés dans le chaos, Hafez al-Assad tenta de trouver une solution au vide politico-militaire créé par le départ de l'OLP des régions frontalières du Liban. Il était vital pour lui de remplacer les combattants palestiniens par une force de substitution qui serait prête à obéir à ses ordres. Cette force lui permettrait d'atteindre les troupes israéliennes sans les attaquer directement, et ces attaques rappelleraient à Israël que la Syrie était toujours déterminée à récupérer le Golan.

La vallée de la Bekaa, qui demeurait sous contrôle syrien, constitua un lieu idéal pour l'entraînement et l'armement d'unités combattantes clandestines. Ces forces irrégulières opéreraient contre les israéliens en collaboration étroite avec le quartier général des forces syriennes au Liban. L'Iran était prêt à joindre ses forces à celles de la Syrie, car ce serait pour lui l'occasion d'échapper aux limites imposées par sa guerre avec l'Irak et d'accroître son influence

⁴⁵ Le quiétisme est l'attitude consistant à dissimuler sa foi pour préserver sa sécurité. Elle fut longtemps adoptée par la minorité chiite, victime de persécutions de la part des sunnites.

⁴⁶ Qui ne rentra cependant jamais en vigueur

dans le monde arabe. Cet engagement permettrait à la Syrie de contrer l'influence israélienne au Liban. Selon l'accord qui fut conclu entre la Syrie et l'Iran, les Syriens détermineraient les cibles et le calendrier des attaques contre les Israéliens et l'Armée du Liban sud. Ils protégeraient également les camps d'entraînement de la Bekaa et leur fourniraient une aide logistique. De son côté, l'Iran formerait les recrues, leur fournirait des armes via la Syrie, leur paierait un salaire mensuel et garantirait des avantages sociaux à leurs familles. Par ailleurs, il s'engageait à livrer du pétrole aux Syriens à un prix très avantageux. Quand au gouvernement libanais, il ne fut pas informé de ces tractations. De toute façon, il avait pratiquement renoncé au contrôle des régions périphériques durant la guerre civile.

Pour mener le combat contre Israël, le choix des stratèges syriens et iraniens se porta vers le Hezbollah, qui comportait beaucoup d'hommes désireux d'en découdre avec « l'ennemi sioniste ». L'Iran envoya alors des « gardiens de la révolution », les Pasdarans, dans la vallée de la Bekaa pour former les combattants du parti de Dieu. La complexité des explosifs employés dans les attentats réalisés contre les forces multinationales à Beyrouth laissent à penser que les auteurs bénéficièrent de l'expertise militaire des Syriens et des Iraniens.

3. UN GROUPE QUE LA SYRIE A DU MAL A CANALISER, ET QUI S'IMPOSE COMME LE PRINCIPAL MOUVEMENT DE RESISTANCE LIBANAIS (1985-1990)

Entre 1985 et 1990, la Syrie eut du mal à imposer au Hezbollah de coordonner son combat avec ses propres objectifs. Ces difficultés furent le reflet des tensions existant entre Damas et Téhéran, ainsi que de la nature turbulente du Hezbollah. Touché tardivement par les guerres fratricides, le parti de Dieu finit par s'imposer comme le principal mouvement de résistance libanais.

31. Le reflet des tensions entre la Syrie et l'Iran

Hafez al-Assad avait l'intention de contrôler le Hezbollah d'une main aussi ferme que tous les autres partis qui s'abritaient sous la protection politico-militaire de la Syrie. Cependant, la double paternité du Hezbollah fut à l'origine de tensions.

Le retrait de la FINUL et des troupes israéliennes de Beyrouth fortifia la position de la Syrie. De plus, le président Gemayel cessa de réclamer le départ des soldats syriens et s'engagea sur la voie de la négociation avec Damas. Le gouvernement syrien se trouva ainsi en mesure d'asseoir son autorité dans le cadre d'une relation directe avec les autorités libanaises ou grâce aux milices de gauche qui lui étaient inféodées. Dès lors, la présence d'un mouvement religieux révolutionnaire, affichant son allégeance envers l'Iran et prônant une remise à plat complète du système politique fut de plus en plus considérée par les Syriens comme une menace potentielle.

Si ces derniers voyaient d'un bon œil les attaques du Hezbollah contre les Israéliens dans le Sud-Liban, la poursuite de la campagne de kidnapping servait les intérêts des iraniens (en leur permettant d'obtenir satisfaction sur certains litiges politiques et financiers) mais allait à l'encontre des intérêts de la Syrie. En effet, celle-ci était responsable de la sécurité dans les quartiers ouest de

Beyrouth, depuis qu'elle y avait déployé ses soldats à la demande du premier ministre libanais Selim al-Hoss en 1987. Or elle se révéla incapable de retrouver les personnes enlevées et d'empêcher d'autres kidnappings. Elle voulait pourtant montrer à l'Occident qu'elle était capable de maîtriser le maquis libanais. Dans ce nouveau contexte, les actions du Hezbollah contribuaient à faire de la Syrie un acteur incontournable pour la résolution du problème libanais, mais le parti de Dieu ne pouvait continuer à disposer d'une carte blanche. L'enlèvement de quatre diplomates soviétiques, notamment, plaça la Syrie dans l'embarras en raison de l'alliance entre les deux pays.

Cette situation trouva son point culminant avec l'enlèvement du colonel américain Higgins. En février 1988, cet officier, commandant en chef de l'organisation des Nations-Unies pour la surveillance de la trêve en Palestine (ONUST), fut enlevé au Liban par le Hezbollah. En juillet 1989, le mouvement diffusa un film vidéo de la pendaison du colonel, ce qui déclencha l'envoi par le président Georges Bush de deux forces aéronavales comprenant 46 navires de guerre pour prendre en étau l'axe Hezbollah-Iran-Syrie en se positionnant à l'entrée du golfe Persique. Le président iranien Hachemi Rafsandjani, élu en juillet 1989, dut ordonner au Hezbollah de suspendre toute exécution d'otage. De son côté, Hafez al-Assad menaça ses alliés chiites libanais. Aussi, à partir de 1990, le Hezbollah commença à libérer ses premiers otages.

32. Un Hezbollah trop indépendant

Au cours de cette période, le Hezbollah alla jusqu'à contrecarrer certains plans syriens. Il avait commencé à s'attaquer à des institutions non occidentales, tel que le parti communiste libanais, ou le parti national socialiste syrien.

Damas cherchait à défaire son principal rival encore présent sur le sol libanais : l'OLP. Pour supplanter cette organisation dans les camps palestiniens autour de Beyrouth, les Syriens lancèrent leur plus proche allié, Amal, dans la « guerre des camps » qui fit environ 2 500 victimes entre 1985 et 1987. L'attaque menée contre le camp de Chatila en mai 1985 visait à assoir la domination d'Amal sur les quartiers ouest de Beyrouth, mais fut aussi largement interprétée comme une opération syrienne destinée à empêcher le retour des Palestiniens en tant que force indépendante au Liban. Le Hezbollah, qui appelait de ses vœux la libération de Jérusalem, qualifia l'assaut d'Amal de « conspiration internationale ». Il intervint pour fournir aux camps un soutien humanitaire, et prit même part aux combats aux côtés des Palestiniens à certaines occasions.

Au début de l'année 1987, Amal se trouva en grande difficulté dans sa campagne contre les Palestiniens dans les quartiers ouest de Beyrouth, à tel point que les troupes syriennes durent venir lui prêter main forte. Au cours des opérations de sécurisation de ces quartiers, les Syriens abattirent 23 membres du Hezbollah qui, prétendirent-ils, les avaient attaqués. Les porte-parole du Hezbollah qualifièrent sur les ondes des radios islamiques cet acte de « meurtre de sang froid ». Près de 50 000 personnes assistèrent aux funérailles des victimes, chantant « mort à Ghazi Kanaan », le chef du service de renseignements syrien au Liban. Un ayatollah iranien dénonça le « Kerbala du vingtième siècle », faisant allusion au martyr d'Hussein.

Les tentatives syriennes pour éliminer des groupes islamistes sunnites à Tripoli contribuèrent également à exacerber les tensions avec le Hezbollah et l'Iran, car ces derniers avaient noué des relations avec ces groupes.

33. Dans les guerres fratricides

A partir de 1985, le Hezbollah étendit sa présence militaire et sociale vers le sud du Liban (fief d'Amal) et la banlieue chiite des quartiers sud de Beyrouth (où le mouvement installa son quartier général). Cette extension menaçait directement Amal, son rival chiite, dans ses zones d'influence. Le Hezbollah avait l'avantage de bénéficier de l'argent iranien⁴⁷, ce qui lui permettait de payer davantage ses combattants et d'offrir aux populations un éventail de services publics et sociaux très large, tandis qu'Amal devait se financer en prélevant des taxes sur les habitants dans les zones qu'il contrôlait.

Jusque là, le Hezbollah n'avait pas pris part aux guerres fratricides que les milices libanaises s'étaient livrées entre elles pour asseoir leur influence. En avril 1988, après sa victoire sur l'OLP obtenue à grand renfort de soutien syrien, Amal lança une offensive généralisée contre les positions du Hezbollah dans le Sud-Liban et les quartiers sud de Beyrouth. Le Hezbollah perdit du terrain dans le sud du Liban, mais il contrôlait 80 % du dahiye⁴⁸. A nouveau, les forces syriennes durent intervenir à la rescousse d'Amal pour imposer un cessez-le feu. Malgré cela, les affrontements entre les deux mouvements se poursuivirent jusqu'en 1990.

L'emprise d'Amal sur la population chiite s'amenuisa dans la deuxième moitié des années 1980, en raison de son échec à répondre aux attentes des chiites. D'une part, Nabih Berri fut critiqué dans sa stratégie prônant la poursuite de la coopération avec les dirigeants maronites. De plus, il s'opposait à la présence de l'OLP dans le Sud-Liban, en raison des représailles dont la communauté chiite était victime après les attaques menées par les combattants palestiniens contre Israël. Berri s'abstint de participer à la lutte contre les troupes de Tsahal, sans rien offrir de concret en échange à sa propre communauté. De son côté, après le retrait de l'OLP du Liban, le Hezbollah proposa un programme alternatif de lutte contre Israël.

Pour certains analystes, cette guerre inter-chiite fut surtout le reflet des luttes syro-iraniennes pour le contrôle de la communauté chiite. Toujours est-il que les succès des opérations militaires du Hezbollah, la réponse qu'il apportait aux problèmes socio-économiques et le déclin d'Amal permirent à ce premier de s'imposer comme le principal mouvement de résistance au pays du cèdre. Il entama alors son chemin vers sa libanisation.

TROISIEME PARTIE : UN MARIAGE DE RAISON (DEPUIS 1990)

⁴⁷ 300 à 800 millions de dollars par an, selon les estimations, transitent par la Syrie pour financer les activités militaires et sociales du Hezbollah.

⁴⁸ Les quartiers sud de Beyrouth, en majorité chiites.

A partir de 1990, les liens entre le Hezbollah et la Syrie se sont resserrés. Les relations entre les deux acteurs au cours de cette période peuvent être comparées à un mariage de raison qui dure tant que les intérêts des partenaires demeurent communs. Le retrait des troupes israéliennes du Sud-Liban et la guerre contre le terrorisme marquèrent l'entrée du couple dans une nouvelle ère. Depuis que les troupes syriennes ont quitté le Liban en 2005, le Hezbollah a gagné en autonomie, ce qui n'a pas pour autant amoindri son alliance avec Damas.

1. LE HEZBOLLAH RENFORCE SON ALLIANCE AVEC LA SYRIE ET CONSOLIDE SON AILE MILITAIRE (1990-2000)

Grâce à l'ascendant politique graduel exercé par la Syrie au Liban, le Hezbollah a pu poursuivre son djihad contre Israël sous les auspices du nouveau gouvernement libanais. Cette évolution a permis au parti de Dieu d'acquérir la légitimité d'un authentique parti libanais et de donner à son combat contre les militaires israéliens la coloration d'une lutte de résistance nationale.

11. La Syrie appuie la transformation du Hezbollah en un parti classique

111. Les intérêts syriens

Pour que le gouvernement d'Hafez al-Assad puisse poursuivre la politique étrangère décrite précédemment, il était essentiel que tout soit mis en œuvre pour que le Hezbollah puisse continuer à mener ses activités sur la frontière israélo-libanaise. Si les alliés syriens parvenaient à neutraliser les milices chrétiennes, Damas pourrait alors faire reconnaître sa position sur la scène internationale grâce au pouvoir qu'il exerçait au Liban, et à sa capacité à mettre un terme au chaos et à assurer la stabilité du nouvel ordre politique. Si elle pouvait obtenir ce résultat, la Syrie devrait alors s'atteler à la tâche délicate de coordonner sa politique étrangère avec celle des nouvelles autorités libanaises. Il faudrait enfin négocier un accord entre le gouvernement libanais et le Hezbollah de manière à ce que la métamorphose du parti de Dieu, qui lui permettrait de se débarrasser de son étiquette de terroriste, soit officiellement avalisée.

L'accord de Taëf qui reconnaissait « l'intérêt spécial de la Syrie » au Liban, la présence des soldats syriens et l'accord de fraternité de 1991 garantissaient à Hafez al-Assad qu'il pourrait poursuivre les objectifs de sa politique étrangère. En effet, les politiciens libanais comprirent très vite que personne ne pourrait postuler à l'un des cinq postes officiels les plus importants⁴⁹ sans un engagement inconditionnel envers tous les aspects de la politique étrangère syro-libanaise commune soigneusement orchestrée par Damas. Le Hezbollah avait initialement rejeté l'accord de Taëf, car celui-ci accordait autant de sièges parlementaires aux chrétiens qu'aux musulmans et interdisait l'accès aux fonctions de président et de premier ministre aux chiïtes, empêchant le Hezbollah de contrôler un jour le gouvernement. Mais en raison d'un certain nombre de

⁴⁹ Président, président de l'Assemblée nationale, Premier ministre, ministres de la Défense et de l'Intérieur. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils avaient été imposés de force aux citoyens : la stratégie d'Assad, au contraire, était de soutenir la candidature de politiciens populaires, possédant de nombreux partisans et favorables à sa vision des affaires régionales.

changements majeurs, le Hezbollah accepta les nouvelles règles du jeu, sous l'œil attentif de Damas.

112. Le nouveau visage du Hezbollah

Pour que le gouvernement accepte l'intégration du Hezbollah dans l'arène politique, ce dernier dut mettre en sommeil sa propagande en faveur d'une république islamique et renoncer aux activités subversives contre les « gouvernements hérétiques ». Si les dirigeants du Hezbollah collaboraient avec un gouvernement séculier plutôt que d'obéir à leurs impératifs religieux qui leur enjoignaient de le renverser, la campagne du djihad contre les Israéliens serait alors officiellement avalisée en tant que mouvement de résistance nationale. L'allégeance du Hezbollah envers l'Iran et sa collaboration étroite avec la Syrie plutôt qu'avec les autorités libanaises étaient difficiles à accepter, mais la contrepartie positive de cet accord résidait dans la récupération potentielle d'une partie importante du territoire libanais.

Le Hezbollah jouissait depuis ses débuts d'une remarquable cohésion interne, mais celle-ci prit fin en 1989. Après la mort de l'ayatollah Khomeyni, Ali Khamenei lui succéda, tandis qu'Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, un mollah plus pragmatique, devint le président de l'Iran. La discorde soulevée par la marche à suivre au Liban éclata immédiatement au sein du Hezbollah, certains⁵⁰ jugeant choquante l'idée d'un accord avec un gouvernement non islamique. Sayyed Hassan Nasrallah⁵¹ et Sheik Ibrahim Amin al-Sayyed, en revanche, comprenaient parfaitement que leur rigidité idéologique priverait leur lutte armée de la légitimité nationale indispensable à un soutien fort et constant du peuple libanais. La flexibilité des dirigeants du Hezbollah dans la définition du concept de djihad⁵² et le flou artistique délibéré qu'ils entretenaient sur leurs objectifs lorsqu'on les interviewait désamorçèrent la querelle interne. Pour persuader la base militante, l'appui de Sayyed Mohammed Fadlallah, un religieux respecté qui n'avait jamais prêché le renversement du régime libanais et avait acquis le respect de milliers de personnes, fut un atout précieux. Fadlallah ne se sentait pas tenu de suivre Ali Khamenei sur le principe de la primauté de la jurisprudence religieuse (faqih), ce qui facilita la modération du discours idéologique.

Afin de rassurer la population libanaise qui pouvait craindre les excès d'un mouvement fondamentaliste, la tactique de l'ambiguïté idéologique fut utilisée. Hassan Nasrallah, politicien habile et pragmatique, utilise quatre cadres différents pour présenter ses idées concernant la lutte contre les Israéliens. Lorsqu'il s'adresse aux chiïtes, il évoque le djihad dans un contexte purement religieux. Devant un public libanais, le djihad devient un devoir patriotique pour chasser les Israéliens du Liban. Lorsque le groupe ciblé est plus sensible aux arguments nationalistes arabes,

⁵⁰ Ce fut le cas de Sheik Tufeili, qui prit la tête des partisans inflexibles.

⁵¹ Membre du noyau fondateur du Hezbollah, il fut chargé initialement de la mobilisation au sein du parti, puis fut responsable de toute la région de la Bekaa. Officier de liaison avec l'ambassade d'Iran à Beyrouth, il avait la haute main sur les transferts de fonds et les dépenses. Lorsque Abbas Moussaoui fut assassiné, en février 1992, Hassan Nasrallah lui succéda en tant que secrétaire général du parti. Nasrallah s'est forgé une image d'homme ascète et incorruptible.

⁵² Le djihad ne se limite pas au seul acte de combattre mais inclut tout ce qui peut conduire à la victoire, tel que soutenir financièrement la population.

Nasrallah identifie Israël à un laquais des Américains impérialistes. Enfin, quand il s'adresse à une audience internationale (dans une émission diffusée par sa chaîne de télévision Al-Manar), le djihad est assimilé à un droit des peuples, reconnu sur le plan international, pour lutter contre l'occupation illégale du Liban.

De plus, pour gagner en efficacité et en transparence, le Hezbollah fut restructuré en 1989. Un conseil consultatif exécutif et un politburo furent créés. Le département d'information, qui comprenait notamment la chaîne de télévision al-Mannar, passa sous l'autorité du secrétaire général. Son développement représenta une partie importante de la campagne destinée à intégrer plus étroitement le parti à la vie publique en familiarisant la population avec ses divers programmes sociaux et ses exploits militaires.

113. De bons résultats électoraux, avec des contraintes imposées par la Syrie

La décision des dirigeants du Hezbollah d'être partie prenante dans le processus de reconstruction nationale à l'issue de la guerre civile fut très vite récompensée. Sa participation aux élections était un message, sans ambiguïté, qu'il avait modifié son programme radical et désirait observer les règles du jeu électoral libanais. Pour dissiper les doutes sur la nature authentiquement libanaise du parti de Dieu que ses liens étroits avec l'Iran avaient soulevés, il pratiqua une politique de contacts tous azimuts : l'infitah (ouverture). Celle-ci visait à convaincre les non-musulmans du désir de coexistence pacifique de l'Islam, en multipliant les débats sociopolitiques avec les chrétiens, en recherchant le contact des étudiants et en participant aux différents syndicats professionnels. En plus de familiariser les autres communautés aux objectifs du Hezbollah et de susciter un sentiment de solidarité à l'égard de la résistance, cette méthode rendit possible des alliances électorales. Le rôle attribué au Hezbollah dans le repli israélien de 1985, le Jihad al-Binaa⁵³ et l'infitah expliquent largement les succès électoraux du parti.

Lors des élections législatives de 1992, les premières depuis 1972, les candidats du Hezbollah remportèrent 12 des 128 sièges au Parlement. En 1996, ils en remportèrent 9. Le Hezbollah représentait à l'issue de ces deux votes le groupe parlementaire le plus important. Néanmoins, ces élections ne traduisaient pas véritablement le poids dont jouissait le parti de Dieu dans la communauté chiïte, en raison des contraintes politique imposées par Damas. En effet, faisant sienne la maxime « diviser pour mieux régner », la Syrie entretint la pluralité des partis. Pour que le Hezbollah n'obtienne pas l'hégémonie au sein de la population chiïte, il fut obligé de présenter des listes communes avec Amal dans les zones à majorité chiïte. Nabih Berri, président de l'Assemblée, demeurait l'un des plus puissants alliés de la Syrie opposée au fondamentalisme.

⁵³ La « campagne de reconstruction » recouvre l'action du Hezbollah dans le domaine social. Face aux carences de l'État, le parti de Dieu prend en charge des services de santé, s'occupe de la distribution d'eau, gère ses propres écoles, plusieurs universités islamiques, a installé plusieurs centrales électriques, accordé des crédits aux paysans pauvres, et ce panel est loin d'être exhaustif. Ces services sont en général fournis au profit des familles des combattants du parti et aux populations délaissées. Grâce au financement iranien, le Hezbollah ne fut jamais accusé de piller l'État libanais, contrairement aux autres milices et partis politiques. Cet avantage et le comportement discipliné de ses partisans contribuèrent à créer l'image d'un parti « propre ».

D'autre part, le Hezbollah ne fut pas autorisé à former des coalitions avec les chiites opposés à l'occupation syrienne, tel que le parti communiste. Les Syriens allèrent jusqu'à soutenir Sheik Tufeili, un dissident du Hezbollah qui créa en 1992 le « mouvement de la faim », afin de forcer le parti de Dieu à s'allier avec Amal.

Les élections municipales de 1998 donnèrent la vraie mesure de la popularité du Hezbollah, car les règles d'unité imposées par la Syrie ne s'appliquaient pas dans ce cas. Dans le dahiyyeh et les municipalités du mont Liban possédant une majorité de chiites, le parti de Dieu élimina pratiquement Amal. Quand au Sud-Liban, les résultats très serrés entre les deux rivaux montraient que le Hezbollah représentait désormais une menace pour Amal dans son bastion traditionnel.

12. Un djihad militaire encadré par Damas

121. Le Hezbollah a l'exclusivité de la lutte contre Israël

Mais la croissance politique du parti était subordonnée à la poursuite de la lutte armée contre Israël. Cette contrainte imposée par Damas était essentielle. Pour plusieurs raisons, la Syrie confia l'exclusivité de la lutte armée contre Israël au Hezbollah. Tout d'abord, l'Iran acceptait d'intervenir au profit de la Syrie dans l'éventualité d'une guerre contre Israël, en contrepartie du droit quasiment exclusif pour le Hezbollah de rester armé et de poursuivre le djihad contre « l'ennemi sioniste ». Le parti de Dieu devait demeurer le seul autorisé à mener des campagnes de recrutement massives, à s'entraîner et à déployer sur le terrain un véritable appareil militaire. Téhéran fut toutefois forcé de reconnaître la mainmise syrienne au Liban, et le nombre de Pasdarans stationnés au pays du cèdre passa de 2 500 à moins de 300 entre le milieu des années 1980 et 1992. Ensuite, en raison de sa combativité, le Hezbollah était devenu incontournable : les analystes s'accordent pour reconnaître qu'entre 1984 et 1993, le mouvement avait été responsable de près de 90 % des attaques contre les forces israéliennes au Liban. Enfin, le fait que le Hezbollah soit un parti islamique fondamentaliste rendait plausible les démentis des autorités syriennes lorsque celles-ci étaient accusées d'être complices des attaques dont les Israéliens étaient victimes. De même, Damas pouvait plus facilement prétendre que le Hezbollah était un groupe autonome, impossible à maîtriser.

122. Le contrôle syrien

L'influence que la Syrie avait gagnée au Liban permit au président Assad d'avoir l'assurance que la campagne de djihad du Hezbollah dans le Sud-Liban serait désormais viable, bien que l'accord de Taëf ait prévu que les milices soient démantelées. Toutefois, en échange du monopole accordé au Hezbollah, la Syrie plaça des contraintes militaires strictes afin que l'emploi de la force serve bien ses intérêts. Au niveau stratégique, la Syrie maintint un contrôle étroit de l'action du Hezbollah dans le Sud-Liban et s'imposa en tant que médiatrice entre Israël et le Hezbollah. Cela fut particulièrement clair à l'occasion des nombreux séjours que le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher effectua à Damas pour négocier l'accord d'avril 1996 entre

Israël et le Hezbollah. Sur le plan tactique, le Hezbollah devait coordonner ses opérations avec la Syrie et les forces libanaises. Enfin, La Syrie maîtrisait complètement l'approvisionnement du parti de Dieu en armes et en munitions provenant d'Iran. Téhéran n'était pas autorisé à effectuer ses livraisons directement aux combattants, par voie aérienne. Il fallait décharger à Damas, où les marchandises étaient transférées sur des véhicules syriens avant d'être acheminées dans les camps de la Bekaa.

La Syrie s'appliqua également à contrôler la relation souvent tendue que le Hezbollah entretenait avec le gouvernement. Beyrouth cherchait à réaffirmer son autorité et à mettre fin à la violence au Sud-Liban, tandis que le Hezbollah ne rendait compte qu'à Damas et à Téhéran et voulait combattre les Israéliens et l'ALS. La Syrie parvint à canaliser ces tensions en subordonnant son soutien total au respect des règles implicites qu'elle avait fixées. Celles-ci indiquaient que la responsabilité de la résistance armée dans la « zone de sécurité » incombait au Hezbollah. Damas donnait carte blanche à chacun des deux protagonistes pour exploiter tous les moyens pour parvenir à ses objectifs face à Israël, et aucune partie n'avait besoin de coordonner ses activités afin que leurs actions de résistance soient spécifiquement distinctes. Le conflit latent entre le Hezbollah et le gouvernement ne devait pas dépasser certaines limites, et seule la Syrie pourrait intervenir en cas d'impasse. Enfin, l'appel à d'autres groupes libanais ou à des forces externes était exclu.

123. Dans les opérations

Israël chercha à exploiter la faiblesse du lien entre le gouvernement libanais et le Hezbollah, en menant des opérations de représailles massives au Sud-Liban destinées à nourrir l'exaspération au sujet de l'activisme du Hezbollah. Les opérations « règlement de comptes » et « raisins de la colère » furent lancées dans ce but en 1993 et en 1996. Ces campagnes furent non seulement incapables de priver le Hezbollah du soutien du gouvernement et des populations, mais elles permirent à Damas de jouer un rôle clé dans les négociations de cessez-le feu : en 1993 comme en 1996, la Syrie fut appelée par les Etats-Unis à la table des négociations entre le Hezbollah et les Israéliens. Après la campagne de 1993, les dirigeants du Hezbollah et les Israéliens avaient conclu un accord définissant les règles de combat dans la zone de sécurité. Ces règles avaient reconnu la légitimité d'attaques contre des cibles militaires à l'intérieur de cette zone, mais avaient banni toute opération en dehors de celle-ci. Lors des négociations de 1996, Damas avait réussi à faire signer sous la houlette d'Israël, des Etats-Unis et de la France un document nommé « l'accord d'avril ». Celui-ci donnait au Hezbollah la confirmation écrite de l'accord tacite qu'il avait conclu avec Israël en 1993. Le Hezbollah venait de recevoir l'autorisation explicite de résister à l'occupation israélienne, ce qui portait un coup sérieux à l'étiquette terroriste dont le parti cherchait à se débarrasser. Au même moment, Gideon Rafael, l'un des membres fondateurs du ministère des Affaires étrangères israélien déclara⁵⁴ : « il est indispensable d'ouvrir à

⁵⁴ Editorial de l'International Herald Tribune, en date du 14 mai 1996.

nouveau des négociations directes entre Israël et la Syrie pour discuter de leurs nombreux différends en raison de la complexité de la situation libanaise et de la manière dont le récent conflit s'est conclu ». Il était devenu manifeste que la Syrie avait la haute main sur les affaires du Liban et que nul ne pouvait se permettre, sans en payer le prix, de ne pas tenir compte des plans d'Assad.

2. L'ENTREE DANS UNE NOUVELLE ÈRE (2000-2005)

Le retrait israélien du Sud-Liban en mai 2000, qui privait le Hezbollah de légitimité dans sa lutte armée contre l'Etat hébreu, la mort d'Hafez al-Assad en juin 2000, qui occasionna un affaiblissement interne très important du régime syrien, et les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, qui déclenchèrent la « guerre contre le terrorisme », firent basculer le couple Syrie-Hezbollah dans une nouvelle ère. L'enjeu consista à permettre au Hezbollah de poursuivre sa campagne de djihad, et à résister aux pressions exercées par les Etats-Unis contre le Liban et la Syrie entre 2001 et 2005.

21. Des opérations de résistance dans de nouveaux axes

Les pertes subies par les Israéliens dans la zone de sécurité et l'inefficacité des politiques de représailles conduirent Tsahal à opérer un retrait unilatéral du Liban en mai 2000. Jusqu'alors, Israël avaient su tirer profit de « l'image de David » luttant contre le Goliath arabe. Mais pour les habitants du Liban et de la région toute entière, le Hezbollah avait désormais inversé les rôles. En raison de la guerre acharnée qu'il avait livrée sur une petite échelle, le parti de Dieu avait acquis une aura d'invincibilité et conforté son image de mouvement de résistance libanais.

Toutefois, le jour même du retrait israélien, le président Lahoud déclara que cette victoire ne suffisait pas pour parvenir à la paix. Pour atteindre cet objectif, Israël devrait restituer tous les territoires de la région des fermes de Chebaa. La Syrie et le Liban déclarent que ces fermes sont libanaises, mais puisque le gouvernement de Bachar al-Assad refuse de notifier à l'ONU la souveraineté du Liban sur ces territoires, l'ONU continue à considérer ces fermes comme syriennes. Les israéliens maintiennent donc une présence dans cette zone afin d'empêcher les attaques transfrontalières, ce qui donne au Hezbollah (et surtout à la Syrie) un motif pour poursuivre les combats contre Israël.

La deuxième Intifada palestinienne⁵⁵ offrit au Hezbollah des occasions d'interventions armées nouvelles. Celui-ci choisit d'aider plus particulièrement le Hamas (un autre allié de la Syrie) et le Djihad islamique. Il commença par diffuser de nombreux reportages sur les batailles quotidiennes dans les territoires palestiniens, sur sa chaîne Al-Manar. En 2002, au moment où Sharon lançait une offensive nommée « mur de protection » contre les organisations palestiniennes, le Hezbollah intensifia ses activités contre les forces israéliennes dans la région des fermes de

⁵⁵ La seconde « guerre des pierres », ou Intifada al-Aqsa, désigne l'ensemble des violences ayant marqué le soulèvement des Palestiniens à partir de septembre 2000. Elle a été déclenchée par la visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées à Jérusalem, qui fut interprétée par une partie de la population arabe comme une provocation.

Chebaa. Ainsi, le Hezbollah aidait les Palestiniens tout en continuant à lutter contre Israël, en obligeant Tsahal à puiser dans les troupes occupées à combattre l'Intifada pour les envoyer au Liban. Devant l'intensité des combats, les stratèges israéliens se demandèrent même s'ils n'étaient pas confrontés à l'ouverture d'un nouveau front. De plus, ce développement renforçait le message, relayé depuis plus d'une décennie par les activités du Hezbollah dans le Sud-Liban, qu'il ne pouvait y avoir de « paix sans terres ». Enfin, Nasrallah admit que son organisation formait des membres du Hamas.

23. Hezbollah-Syrie : un soutien mutuel

Damas tentait de convaincre le monde, et plus particulièrement les Israéliens, qu'ils avaient tout intérêt à négocier avec la Syrie qui représentait le seul pouvoir ayant une emprise sur les guérilleros fondamentalistes. Toute participation du Hezbollah au gouvernement aurait risqué de faire échouer cette politique. Aussi, lors des élections législatives de 2001, les dirigeants du Hezbollah refusèrent de postuler à un portefeuille ministériel. Cela ne les empêcha pas de reporter leur effort en tant que parti d'opposition à l'Assemblée, où ils obtinrent 9 députés.

Le retour au pouvoir de Rafiq Hariri, en tant que premier ministre, reflétait la volonté de beaucoup de Libanais de remettre l'économie délabrée du pays sur pied. Ses efforts visant à rassurer les investisseurs potentiels et à les convaincre que le conflit dans le Sud était sous le contrôle du gouvernement s'accommodaient mal des activités militaires indépendantes du Hezbollah. Aussi Hariri entra-t-il en conflit ouvert avec le parti de Dieu, ce que Damas s'était toujours efforcé d'éviter afin de ne pas fournir des armes aux adversaires de la coordination des politiques étrangères du Liban et de la Syrie. En février 2001, le premier ministre, excédé par les défis délibérés du Hezbollah et sur le point de donner sa démission, se rendit à Damas pour s'entretenir avec Bachar al-Assad. Si avant ce voyage il semblait que l'accord entre l'Etat et la résistance avait pris fin, au retour, chacun se comporta comme si rien ne s'était passé. Damas semblait être à nouveau intervenu dans la crise entre le gouvernement et le Hezbollah pour qu'ils jouent à nouveau leurs rôles respectifs. Quelles que soient les circonstances, le gouvernement libanais devait prendre toutes les mesures qui feraient apparaître la résistance sous un jour favorable et faciliter sa mission militaire, soit en agissant seul, soit en mobilisant le soutien public.

En avril 2002, le premier ministre israélien Ariel Sharon tenta une nouvelle stratégie : la Syrie, plutôt que le Liban, serait désormais la cible des représailles israéliennes si Damas ne voulait pas mettre le Hezbollah au pas. Aussi, à la suite d'attaques du Hezbollah sur des avant-postes israéliens, Sharon ordonna à son aviation de détruire un radar de surveillance syrien situé à Moudeirej, près de la vallée de la Bekaa, tuant plusieurs soldats syriens. Cette violation de la trêve implicite qui avait empêché une confrontation directe entre les forces israéliennes et syriennes au Liban pendant plus de deux décennies fut renouvelée en juillet 2002, lorsqu'un missile air-sol détruisit une station radar syrienne de la vallée de la Bekaa. La réponse ne tarda pas : peu de temps plus tard, plus de 24 roquettes Katiouchas furent lancées par le Hezbollah sur un poste d'écoute

israélien situé sur le plateau du Golan, ainsi que sur deux positions israéliennes dans la région des fermes de Chebaa. Nabih Berri affirma qu'à partir de ce moment, toute attaque contre les Syriens, au Liban ou en Syrie, serait considérée comme une agression contre le Liban. Après cette date, aucune autre attaque contre la Syrie ne se produisit.

Les porte-paroles du Hezbollah allèrent jusqu'à se convertir en ardents défenseurs de la présence syrienne au Liban. Après le rassemblement de dizaines de milliers de libanais en mars 2001, pour soutenir le patriarche maronite Nasrallah Boutros Sfeir qui militait en faveur d'un retrait syrien du pays du cèdre, le Hezbollah organisa une contre-manifestation, mobilisant près de 300 000 personnes. Au cours de celle-ci, Nasrallah déclara que la présence des forces syriennes au Liban était « une nécessité régionale et interne pour le Liban », et « une obligation nationale pour la Syrie ». Il ajouta : « si les dirigeants syriens retiraient leur armée du Liban, nous nous lèverions et leur dirions qu'ils avaient tort, et que ce qu'ils faisaient n'était pas dans l'intérêt du Liban ».

22. Face à la guerre contre le terrorisme

Après les attentats du 11 septembre 2001, l'administration du président Bush déclara qu'elle allait trouver et punir les terroristes « où qu'ils se cachent », et que cela concernait également les Etats qui les soutenaient. Afin de mettre sur pied une coalition de nations aussi large que possible, elle demanda à chaque pays de faire savoir comment il comptait participer à la guerre contre le terrorisme. Si un Etat refusait de se joindre à la coalition, il serait considéré comme un adversaire et traité comme tel. Depuis longtemps, le Hezbollah figurait sur la liste américaine des organisations terroristes, mais après le tournant de 2001 les Etats-Unis commencèrent à s'attaquer activement au Hezbollah. L'Iran, la Syrie et le Liban furent donc immédiatement exposés, mais refusèrent les exigences américaines au sujet du Hezbollah, argumentant du droit à la résistance nationale.

Les Américains tentèrent de forcer les autorités libanaises à neutraliser le Hezbollah en les menaçant d'avoir recours à des sanctions unilatérales d'ordre économique, ce qui était grave étant donné l'état extrêmement précaire de l'économie libanaise. Après que Hariri ait refusé de geler les comptes du Hezbollah, Condoleeza Rice déclara⁵⁶ : « les efforts entrepris par le Liban pour revivifier son économie et s'intégrer dans l'économie mondiale échoueront si Beyrouth ne répond pas aux demandes de l'Amérique ». Toutefois, Washington savait que la politique libanaise était dictée par la Syrie. Aussi le gouvernement américain ne priva pas les libanais de son soutien économique. En revanche, il se tourna vers Damas, car la seule solution pour éliminer le Hezbollah en tant que force armée était manifestement de solliciter l'aide syrienne. Mais Bachar al-Assad, tout comme Rafiq Hariri, défendait la légitimité de la résistance nationale menée par le Hezbollah.

La persistance de l'instabilité en Irak, malgré la victoire militaire remportée contre Saddam Hussein au cours de l'opération « choc et effroi » en 2003, exaspéra encore davantage les Etats-Unis. Ceux-ci accusèrent la Syrie de soutenir les insurgés sunnites dans leur combat incessant

⁵⁶ Lors d'un interview sur la chaîne ABC, le 11 novembre 2001.

contre les troupes américaines, en permettant aux « terroristes étrangers » de franchir sa frontière poreuse avec l'Irak pour participer à la bataille.

Si le rôle d'acteur régional était reconnu à la Syrie depuis sa participation aux côtés des alliés dans la guerre du golfe en 1991, la guerre contre le terrorisme et les événements en Irak depuis 2003 ont donc conduit à l'inverse à une marginalisation de la Syrie. En 2004, l'administration Bush fit voter par le Congrès la *Syrian Accountability Act*, loi autorisant le président américain à édicter des sanctions contre la Syrie. Le boycott commercial bloquant les importations syriennes contenant plus de 1 % de produits américains est de peu d'effet, puisqu'il est contourné via le Liban, l'Iran et les Emirats Arabes Unis. En revanche, la mise sous surveillance de la Banque Commerciale de Syrie, seule autorisée à intervenir dans le commerce extérieur et détentrice des devises, est plus pénalisante. De plus, la même année, le conseil de sécurité de l'ONU a adopté la résolution 1559, parrainée par les Etats-Unis et la France, qui remet en cause la tutelle syrienne au Liban : elle « demande instamment le retrait des troupes militaires étrangères » du Liban⁵⁷ ainsi que « le désarmement et la dissolution de toutes les milices libanaises et non libanaises » (sous-entendu du Hezbollah).

3. UN HEZBOLLAH PLUS INDEPENDANT MAIS QUI MAINTIENT SON ALLIANCE AVEC DAMAS (DEPUIS 2005)

Les événements qui se produisirent en 2005 débouchèrent sur un bouleversement politique au Liban, accélérèrent le départ des troupes syriennes, et permirent une réévaluation de la politique suivie jusqu'alors. Pour les membres du nouveau gouvernement, le problème crucial était d'éliminer l'influence syrienne au Liban et d'affirmer son autorité dans toutes les régions du pays. Quand aux Etats-Unis et à Israël, ils tentèrent en vain de régler le sort du Hezbollah à l'été 2006.

31. La Syrie malmenée

La résolution 1559 était appuyée au Liban par un certain nombre de personnalités désirant mettre un terme à l'influence exercée par la Syrie dans leur pays. Par ailleurs, le lendemain de la résolution 1559, sous sommation syrienne, le Parlement libanais adoptait précipitamment un amendement à la constitution prolongeant de 3 ans le mandat du président Emile Lahoud, inféodé à Damas. En réaction naquit un mouvement d'indépendance surnommé « la Révolution du cèdre », qui incluait des dirigeants maronites, des sunnites menés par l'ancien premier ministre Rafiq Hariri, ainsi que Walid Joumblatt, le chef de la communauté druze. Le 14 février 2005, Rafic Hariri trouva la mort dans l'explosion d'une camionnette remplie d'une tonne d'explosifs. Les partisans de la victime accusèrent immédiatement des agents syriens d'être les auteurs de cet attentat, et une nouvelle formation politique, qui prit le nom de « mouvement du 14 mars », fut créée et se fixa comme objectif d'exercer des pressions sur les Syriens afin qu'ils quittent le pays. Ce mouvement

⁵⁷ La Syrie est clairement désignée puisqu'elle est la seule à maintenir des troupes au Liban depuis le retrait de Tsahal en mai 2000.

fut fortement appuyé par l'administration Bush. Durant toute l'année 2005, le Hezbollah a organisé des contre-manifestations massives pour soutenir la présence syrienne, incluant jusqu'à 800 000 personnes. Les manifestants remerciaient Bachar al-Assad et la Syrie pour avoir protégé le Liban des ingérences extra-arabes. Nasrallah fut régulièrement reçu comme un jeune prince par Bachar al-Assad, qui l'autorisa même à organiser une parade militaire dans sa province de Latikia.

A la suite des élections de l'été 2005, le Parlement et le gouvernement étaient désormais dominés par des éléments anti-syriens. Toutefois, le Hezbollah avait obtenu 13 sièges sur 127. Il avait rejoint pour la première fois le gouvernement en obtenant un portefeuille ministériel : Mohammad Fneich fut nommé ministre de l'énergie. De plus, Faouzi Saloukh et Trad Hamadé, respectivement ministres des affaires étrangères et du travail, sont considérés comme pro-Hezbollah. Enfin, Nabih Berri demeurait président de l'Assemblée nationale. Cette répartition politique est révélatrice de la polarisation autour de la question de l'influence syrienne au Liban. Fouad Siniora, l'ancien bras droit d'Hariri, devint premier ministre. Le nouveau gouvernement souhaitait appliquer la résolution 1559 qui imposait de désarmer le Hezbollah, mais ignorait comment y parvenir.

Fin 2004, David Satterfield, haut responsable du département d'Etat américain, avait tenu à Bachar al-Assad ces propos menaçants⁵⁸ : « à nos yeux, vous n'avez que deux options : être Kadhafi ou Saddam Hussein ». En clair, se soumettre ou se suicider politiquement. Les pressions de la communauté internationale à l'occasion de la résolution 1559 et de la création d'une commission d'enquête sur l'assassinat de certaines personnalités au Liban (notamment Rafiq Hariri), ont convaincu Damas qu'il était préférable, dans son propre intérêt, de retirer ses troupes du Liban le plus tôt possible. Aussi, les 30 000 soldats syriens qui y stationnaient encore quittèrent le Liban en mai 2005. Ce retrait, marquant la fin d'une période de 29 années de présence militaire syrienne, conféra une plus grande autonomie tactique au Hezbollah. L'Iran, par ailleurs, chercha à combler le vide laissé par la Syrie.

32. L'arsenal du Hezbollah dans la guerre de 2006

La guerre qui s'est déroulée à l'été 2006 est symptomatique de la logique qui unit les intérêts de l'axe Iran-Syrie-Hezbollah. La république islamique d'Iran continuait à rejeter toute ingérence de la communauté internationale dans son programme d'enrichissement nucléaire. Mahmoud Ahmedinejad, considéré comme un « faucon », avait été élu président de l'Iran et prenait un malin plaisir à faire étalage du statut de nouvelle puissance régionale qu'avait acquis le pays. La Syrie continuait à héberger Khalid Meshal, le chef palestinien du Hamas, et à faciliter les livraisons d'armes iraniennes au Hezbollah. Elle était donc plus que jamais dans la ligne de mire des Etats-Unis. La commission d'enquête sur l'assassinat de Rafiq Hariri commençait par ailleurs à faire peser une menace sérieuse sur les dirigeants syriens. En instrumentalisant le Hezbollah une fois de plus, la Syrie et l'Iran détournèrent l'attention de la communauté internationale et rappelèrent

⁵⁸ Le Monde du 13 novembre 2004.

l'étendue de leur pouvoir régional.

La guerre de l'été 2006 débuta le 12 juillet, avec l'enlèvement de deux soldats israéliens par le Hezbollah. Ehud Olmert, le premier ministre israélien, ayant un besoin crucial d'une victoire décisive contre le terrorisme pour des raisons de politique interne, décida le 14 juillet d'écraser définitivement le Hezbollah. Il adopta dans l'opération « punition adéquate » une stratégie de bombardements intensifs⁵⁹ de l'infrastructure libanaise. Le Hezbollah dut faire face à l'attaque israélienne la plus massive à laquelle il fut jamais confronté. Cette fois-ci, il se battait pour sa survie tout en essayant de défendre son statut de mouvement de résistance auprès d'un gouvernement qui désirait mettre fin aux activités de sa branche armée.

L'arsenal du Hezbollah comprenait une grande diversité d'armes fournies essentiellement par l'Iran et la Syrie, dont certaines étaient très sophistiquées. On trouve des missiles anti-char AT-3 soviétiques, des missiles sol-sol C-802 d'une portée de 130 à 165 km, des Fajr-3 iraniens d'une portée de 30 à 50 km, des Metis -M antichars russes, des Milans GA/fr français et des missiles antiaériens SA-7SU⁶⁰. Il convient d'ajouter des moyens de communication par satellite, des armes d'infanterie, des explosifs comme le Semtex et de très nombreuses fusées Katiouchas⁶¹. L'Iran aurait aussi fourni au Hezbollah des fusées Shahin 2 d'une portée de 20 km, des fusées Oghab d'une portée de 45 km, et surtout les redoutables fusées Zelzeleh d'une portée de 150 km. Il est important de noter que les combattants ont reçu la formation adéquate pour manier ces armes. Le Hezbollah disposait d'environ 3 000 soldats professionnels et de 10 000 miliciens.

Devant l'indignation de la communauté internationale au sujet de la disproportion des destructions infligées par Israël aux libanais⁶², les israéliens décrétèrent un cessez-le-feu. La résolution 1701 du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui mit fin aux hostilités le 14 août 2006, exigeait que le Hezbollah libère les soldats israéliens capturés et dépose les armes. Elle spécifiait également que le contingent de la FINUL devrait passer de 2 000 à 15 000 hommes, et que le gouvernement du libanais devrait déployer ses soldats au Sud-Liban pour sécuriser la région.

Hassan Nasrallah ressort finalement le grand vainqueur de cette guerre. Si le Hezbollah a perdu 600 miliciens, il conserve les deux tiers de sa force de frappe, toute sa structure de commandement et est en train de reconstituer rapidement ses capacités matérielles et humaines. On sait que la guérilla gagne si elle ne perd pas. En tenant tête à l'armée israélienne, Nasrallah a remporté une « victoire historique » qu'il exploite largement sur le plan médiatique⁶³. Il a accepté

⁵⁹ 20 000 sorties d'avions en 34 jours, dont plus de la moitié étaient des chasseurs bombardiers.

⁶⁰ Informations fournies par Anthony Cordesman, du *Center for Strategic and International Studies on Foreign Relations* et citées dans *Newsweek* du 14 août 2006.

⁶¹ Ce sont des *orgues de Staline* montés sur des camions.

⁶² Les Israéliens prirent pour cible des routes, des ponts, des aéroports, des ports et d'autres installations. Leur objectif n'était pas de viser les combattants du Hezbollah mais de saper leur soutien populaire. Le Hezbollah, qui mettait en œuvre les principes de la *guerre révolutionnaire* de Mao Zédong, se camouflait au milieu de la population civile « comme un poisson dans l'eau ». Les Israéliens tentèrent donc de « vider l'eau du bocal », tant et si bien qu'il employèrent dans les derniers jours du conflit des bombes à fragmentation, interdites par les conventions internationales car les projectiles non explosés qui sont disséminés peuvent tuer de nombreux civils et rendent impossible le travail de la terre.

⁶³ Afin de prouver que son organisation était plus populaire que jamais, Nasrallah organisa le 24 septembre

le déploiement de l'armée libanaise au Sud-Liban, mais ne compte pas déposer les armes (ce ne sont certainement pas les 65 % de soldats chiites enrôlés dans l'armée du pays du cèdre qui l'y forceront). Le Hezbollah a de plus contribué à remettre la question libanaise à l'agenda politique, ce qui sert ses intérêts aussi bien que ceux de la Syrie. Celle-ci est en effet en train de passer du rang de paria à celui de médiateur, et de nombreuses voix suggèrent un dialogue avec elle afin de mettre fin à l'axe syro-iranien.

CONCLUSION

Ainsi, la relation entre le Hezbollah et la Syrie présente bien toutes les caractéristiques d'un mariage de raison. La Syrie soutient le Hezbollah tant que celui-ci peut servir ses desseins. Les histoires tumultueuses du Liban et de la Syrie ont fourni les conditions nécessaires à l'apparition du Hezbollah en 1982. La révolution islamique iranienne et l'implication des Israéliens au Liban ont été les éléments déclencheurs du « djihad défensif » du parti de Dieu. Celui-ci a trouvé en Damas un soutien pour mener son combat et s'affirmer comme le principal mouvement de résistance au Liban. Hafez al-Assad, de son côté, a vite compris l'avantage qu'il pourrait retirer d'un mouvement lui permettant de maintenir une pression indirecte sur Israël. Dans le même temps, il lui importait d'obtenir la mainmise sur le Hezbollah, comme sur la majeure partie des activités du Liban, ce qui ne fut pas toujours facile. Après 1990, l'alliance entre la Syrie et le Hezbollah se renforça, et ce dernier entama sa conversion en un parti politique de type classique. La compatibilité de leurs intérêts permet aux deux acteurs de maintenir, aujourd'hui encore, le soutien qu'ils s'apportent mutuellement. Ce mariage de raison n'a pas toujours été équilibré, et le Hezbollah a beaucoup été instrumentalisé par Damas. Depuis le retrait des soldats syriens du Liban en 2005, Bachar al-Assad ne peut plus exercer de contrôle tactique sur les combats du parti de Dieu. Toutefois, son emprise demeure forte étant donné que les armes et les malles remplies d'argent iranien doivent nécessairement transiter par la Syrie.

L'émergence du Hezbollah en tant qu'acteur politique conventionnel et la légitimité nationale qu'il tire de sa lutte contre Israël permettent à Hassan Nasrallah de mener en ce moment une campagne pour forcer une redistribution du pouvoir politique en faveur des partis chiites au pays du cèdre. Depuis l'assassinat du ministre de l'industrie Pierre Gemayel en novembre 2006, et avec six ministres chiites démissionnaires, il suffirait que le gouvernement anti-syrien de Fouad Siniora perde encore un ou deux ministres pour lui ôter toute légitimité. De toute façon, il est bien incapable de désarmer le Hezbollah, car comme le reconnaissait Rafiq Hariri, « si l'on considère la popularité du Hezbollah, ce serait un suicide politique de tenter de restreindre la résistance ».

Le Hezbollah est souvent présenté comme un Janus politique, possédant un visage syrien et

2006 une manifestation dans le dahiyeh pour célébrer sa victoire. Entre 800 000 et 1 500 000 personnes participèrent, ce qui représentait la plus grande manifestation politique dans l'histoire du Liban.

un visage iranien. Lorsqu'ils observent l'évolution des proportions iranienne et syrienne dans cette double nature, certains s'accordent à dire qu'aujourd'hui le Hezbollah est plus iranien que syrien. Les tenants de cette analyse précisent que le parti est également plus libanais que syro-iranien. Mais la Syrie ne laissera pas le Hezbollah lui échapper, car elle a besoin de conserver sa mainmise sur le Liban pour des raisons aussi bien stratégiques, économiques, politiques qu'internes. Au milieu de la multiplicité des enjeux dans la région, Bachar al-Assad, qui continue à abriter Khaled Mechaal, le chef du Hamas, se laissera-t-il tenter par les propositions américaines de partenariat visant à briser l'axe Iran-Syrie-Hezbollah-Hamas ? Il faudrait obtenir la coopération d'Israël afin de résoudre la question du Golan. L'administration Bush sait bien que seule la Syrie peut mettre fin aux activités du Hezbollah. Damas ne le fera jamais, à moins qu'il n'y trouve un avantage.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages en français

- Sous la direction de BALENCIE Jean-Marc et DE LA GRANGE Arnaud, *Mondes rebelles* ; Editions Michalon, 2001.
- Sous la direction de BALENCIE Jean-Marc et DE LA GRANGE Arnaud, *Les nouveaux mondes rebelles* ; Editions Michalon, 2005.
- BITTERLIN Lucien, *Guerres et paix au Moyen Orient, les trois défis d'Hafez el-Assad* ; Editions Jean Picollec, 1996.
- CHARARA Walid et DOMONT Frédéric, *Le Hezbollah, un mouvement islamo-nationaliste* ; Editions Fayard, 2004.
- CORM Georges, *Le Liban contemporain* ; Editions La découverte, 2003.
- CORM Georges, *Le Proche-Orient éclaté* ; Editions Gallimard, 2003.
- LAMCHICHI Abderahim, *Géopolitique de l'islamisme* ; Editions l'Harmattan, 2001.
- MENARGUES Alain, *Les secrets de la guerre du Liban* ; Editions Albin Michel, 2004.
- PALMER HARIK Judith, *Le Hezbollah : le nouveau visage du terrorisme* ; Editions ViaMedias, 2006.
- Rapport d'information de la Commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, séance du 25 octobre 2000, *La Syrie de Bachar al-Assad : changement ou continuité ?*; Les rapports du Sénat n°51, 2000-2001
- SARKIS Jean, *Histoire de la guerre du Liban* ; Presses Universitaires de France, 1993.
- WIERVIORKA Michel, *Sociétés et rerrorismes* ; Editions Fayard, 1988.

Articles de revues en français

- DUPUY Emmanuel, *Mutations géopolitiques et socio-économiques au Liban, une instabilité chronique ?*, *Géostratégiques* n°13, juillet 2006.
- GURFINKIEL Michel, « *Proche-orient - La guerre des frères ennemis* », *Valeurs Actuelles* n° 3635, 28 Juillet 2006
- Dossier de HUGEUX Vincent et LAGARDE Dominique, « *Les Libanais* » ; *L'Express*, 14 décembre 2006.
- Dossier « *Syrie, enquête sur un régime très secret* » ; *Courrier International* n°839, du 30 novembre au 6 décembre 2006.

- HAJJI GEORGIU Michel, « *Le devenir arabe pour principal enjeu* », L'Orient-Le Jour, Samedi 15 Juillet 2006.

Articles de revues en anglais

- MACLEOD Scott, « The Chic Sheik », Time, 21 août 2006.
- PERTHES Volker, « The Syrian solution », Foreign affairs, novembre-décembre 2006.

Colloque:

- *La dernière guerre du Liban ? Questions sur une crise en expansion*. Colloque s'étant déroulé le 4 décembre 2006 à la maison de la chimie, Paris 7ème, et organisé par la Fondation pour la Recherche Stratégique.

Internet:

- MONIQUET Claude, « *Derrière le Hamas et le Hezbollah, cherchez la Syrie et l'Iran* », 14 juillet 2006, www.DesInfos.com
- Entretien avec Joseph TOHME, « *Guerre et Paix au Liban* », juin 1996, www.globenet.org
- STRATFOR RED ALERT, « *Petit historique du Hezbollah* », 18 juillet 2006, www.iran-resist.org
- « *Terrorisme : La Syrie et l'Iran appelés à l'ordre* », 4 août 2005, www.iran-resist.org
- « *Le rapport sur l'assassinat Hariri épingle Lahoud et les Syriens* », 21 octobre 2005, www.iran-resist.org
- « *L'axe Hezbollah-Syrie-Iran et le Rapport sur le meurtre de Hariri* », 23 octobre 2005, www.iran-resist.org
- MAKHOUL Ziyad, « *Un point de vue intéressant sur les relations Iran-Syrie-Hezbollah* », 5 janvier 2006, www.iran-resist.org
- « *L'arsenal du Hezbollah et l'offensive Terrestre Israélienne* », 23 juillet 2006, www.iran-resist.org
- « *Comment la Syrie et l'Iran ont préparé la guerre du Liban* », 10 août 2006, www.iran-resist.org
- MOUCHARAFIEH Claire, « *La Syrie dans le collimateur* », 27 janvier 2005, www.france-palestine.org
- ASMAR Khaled, « *Le Hamas, pièce maîtresse du dispositif de survie du régime* »

syrien », 11 juillet 2006, www.proche-orient.info

- Débat avec Daniel VERNET « *Proche-Orient : la paix impossible ?* », 20 juillet 2006, www.lemonde.fr
- FISCHER Joschka, « *De la guerre à la paix* », 2006, www.project-syndicate.org
- N. GHADRY Farid, « *Shift policy on Syria* », 20 juillet 2006, www.washingtontimes.com
- ROSE Isabelle-Yaël, « *La Syrie et l'Iran, ou : quand la souris mange l'éléphant* », 17 décembre 2006, www.judaiquesfm.com
- AITA Judy, « *La Syrie et l'Iran doivent cesser d'armer le Hezbollah, disent les Etats-Unis* », 23 août 2006, www.usinfo.state.gov
- SUEUR Emilie, « *Hezbollah et Syrie: des sorts mêlés* », 21 avril 2003, www.lalibre.b
- KRAUTHAMMER Charles, « *La Syrie et le nouvel axe du mal* », vendredi 1 avril 2005, www.jewishworldreview.com
- ABDEL AZIM Mohammed, « *L'Europe et la paix entre Israël et la Syrie* », 23 janvier 2007, www.newropeansmagazine.org
- « *La Syrie accepte de cacher les armes nucléaires iraniennes* », 20 décembre 2005, www.worldtribune.com
- GUILLOT Fabien, « *Du Liban à l'Iran : une guerre dans la guerre ?* », mardi 1 août 2006, www.geographie-sociale.org
- « *Le Hezbollah inspiré par l'Iran et la Syrie, juge George Bush* », 18 juillet 2006, www.Iranfocus.com
- « *Israël frappe des positions du Hezbollah au Sud-Liban, et accuse la Syrie de soutenir les terroristes* », 21 janvier 2004, www.voltairenet.org
- PASQUIER Vincent, « *La Syrie sous le feu des critiques - Quel avenir pour le régime de Bashar Al-Assad ?* », janvier 2006, www.pirassay.com
- « *Le Hezbollah démontre sa force - Beyrouth est envahi par les prosyriens* », 9 mars 2005, www.ledevoir.com
- « *Liban / Israël : une frontière et des relations complexes* », www.geographie-sociale.org
- ADLER Alexandre, « *Une sixième guerre israélo-arabe* », 20 juillet 2006, www.lefigaro.fr

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE : CONTEXTE : LE POIDS DE L'HISTOIRE.....	2
1. LA SYRIE : _UNE HISTOIRE SEMEE D'EMBUCHES	2
11. Dominations successives.....	2
12. L'instabilité	3
13. La Syrie du général Hafez al-Assad.....	4
14. Les incertitudes de l'après Hafez	5
2. LE LIBAN : UN PAYS AU CŒUR DE L'AFFRONTLEMENT SYRO-ISRAELIEN .	7
21. Vers un « pacte national » ?	7
22. Une guerre civile meurtrière (1975 – 1989).....	9
221. <i>La « guerre des deux ans » (1975-1976)</i>	9
222. <i>L'entrée en scène de l'acteur israélien (1977-1983)</i>	10
223. <i>La nouvelle guerre civile</i>	10
23. La deuxième république libanaise.....	12
231. <i>La mainmise syrienne</i>	12
232. <i>La poudrière du Sud-Liban</i>	12
DEUXIEME PARTIE : LA SYRIE ET LE HEZBOLLAH, ENTRE LUNE DE MIEL ET CONFRONTATION (1982-1990).....	13
1. NAISSANCE DU HEZBOLLAH	14
11. L'islam et le contexte de la renaissance islamique des années 1970	14
12. Apparition et buts du Hezbollah en 1982.....	15
2. UN « DJIHAD DEFENSIF », SOUTENU PAR LA SYRIE (1982-1985)	16
21. Attentats et enlèvements d'occidentaux	16
22. Le culte du martyr pour lutter contre Tsalal	17
23. Le soutien syrien	18
3. UN GROUPE QUE LA SYRIE A DU MAL A CANALISER, ET QUI S'IMPOSE COMME LE PRINCIPAL MOUVEMENT DE RESISTANCE LIBANAIS (1985-1990)	19
31. Le reflet des tensions entre la Syrie et l'Iran.....	19
32. Un Hezbollah trop indépendant	20
33. Dans les guerres fratricides	21
TROISIEME PARTIE : UN MARIAGE DE RAISON (DEPUIS 1990).....	21
1. LE HEZBOLLAH RENFORCE SON ALLIANCE AVEC LA SYRIE ET CONSOLIDE SON AILE MILITAIRE (1990-2000).....	22
11. La Syrie appuie la transformation du Hezbollah en un parti classique.....	22
111. <i>Les intérêts syriens</i>	22
112. <i>Le nouveau visage du Hezbollah</i>	23

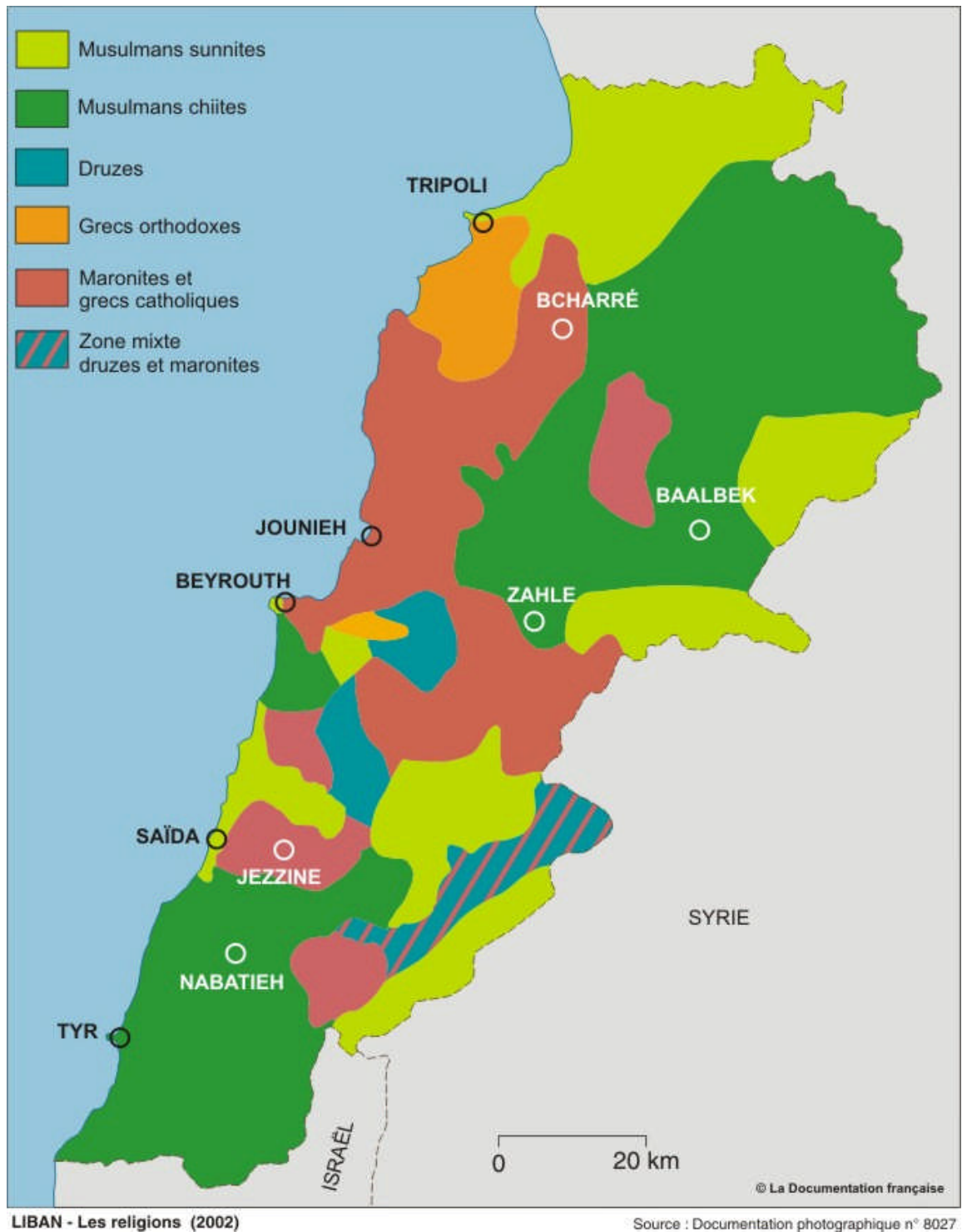
113. <i>De bons résultats électoraux, avec des contraintes imposées par la Syrie</i>	24
12. Un djihad militaire encadré par Damas.....	25
121. <i>Le Hezbollah a l'exclusivité de la lutte contre Israël</i>	25
122. <i>Le contrôle syrien</i>	25
123. <i>Dans les opérations</i>	26
2. L'ENTREE DANS UNE NOUVELLE ERE (2000-2005).....	27
21. Des opérations de résistance dans de nouveaux axes.....	27
23. Hezbollah-Syrie : un soutien mutuel.....	28
22. Face à la guerre contre le terrorisme	29
3. UN HEZBOLLAH PLUS INDEPENDANT MAIS QUI MAINTIENT SON ALLIANCE AVEC DAMAS (DEPUIS 2005).....	30
31. La Syrie malmenée.....	30
32. L'arsenal du Hezbollah dans la guerre de 2006.....	31
CONCLUSION	33
BIBLIOGRAPHIE	35
TABLE DES MATIÈRES	38
ANNEXES	40
ANNEXE 1 : DRAPEAU DU HEZBOLLAH	40
ANNEXE 2 : LE LIBAN POLITIQUE	41
ANNEXE 3 : LES COMMUNAUTES RELIGIEUSES AU LIBAN EN 2002	42
ANNEXE 4 : LE GOLAN ANNEXE ET LE SUD-LIBAN OCCUPE PAR ISRAEL EN 2000.....	43
ANNEXE 5 : OFFENSIVES ISRAELIENNES AU LIBAN 1978-1982.....	44
ANNEXE 6 : ATTAQUES ISRAELIENNES AU LIBAN DU 12 AU 27 JUILLET 2006	45
ANNEXE 7 : LES PRINCIPALES RESOLUTIONS DE L'ONU CONCERNANT LE LIBAN	46

ANNEXES**ANNEXE 1 : DRAPEAU DU HEZBOLLAH**

L'emblème du Hezbollah est vert, couleur de l'islam, sur fond jaune et est composé du mot "Hezbollah" en écriture Kufi dont l'alif du mot Allah se transforme en un bras brandissant un fusil mitrailleur de type AK-47, surmonté d'un extrait de verset extrait du Coran écrit en rouge (Al-Maidah, V, 56) فإن حزب الله هم الغالبون (*fā inna ḥizb allāh hum al-ḡālibūn*) ; « [...] car ceux qui suivent le parti de Dieu seront victorieux. ». En bas de l'image, on trouve en écriture rouge المقاومة الإسلامية في لبنان (*al-muqāwamah al-islāmīyah fī lubnān*) « résistance islamique au Liban ».

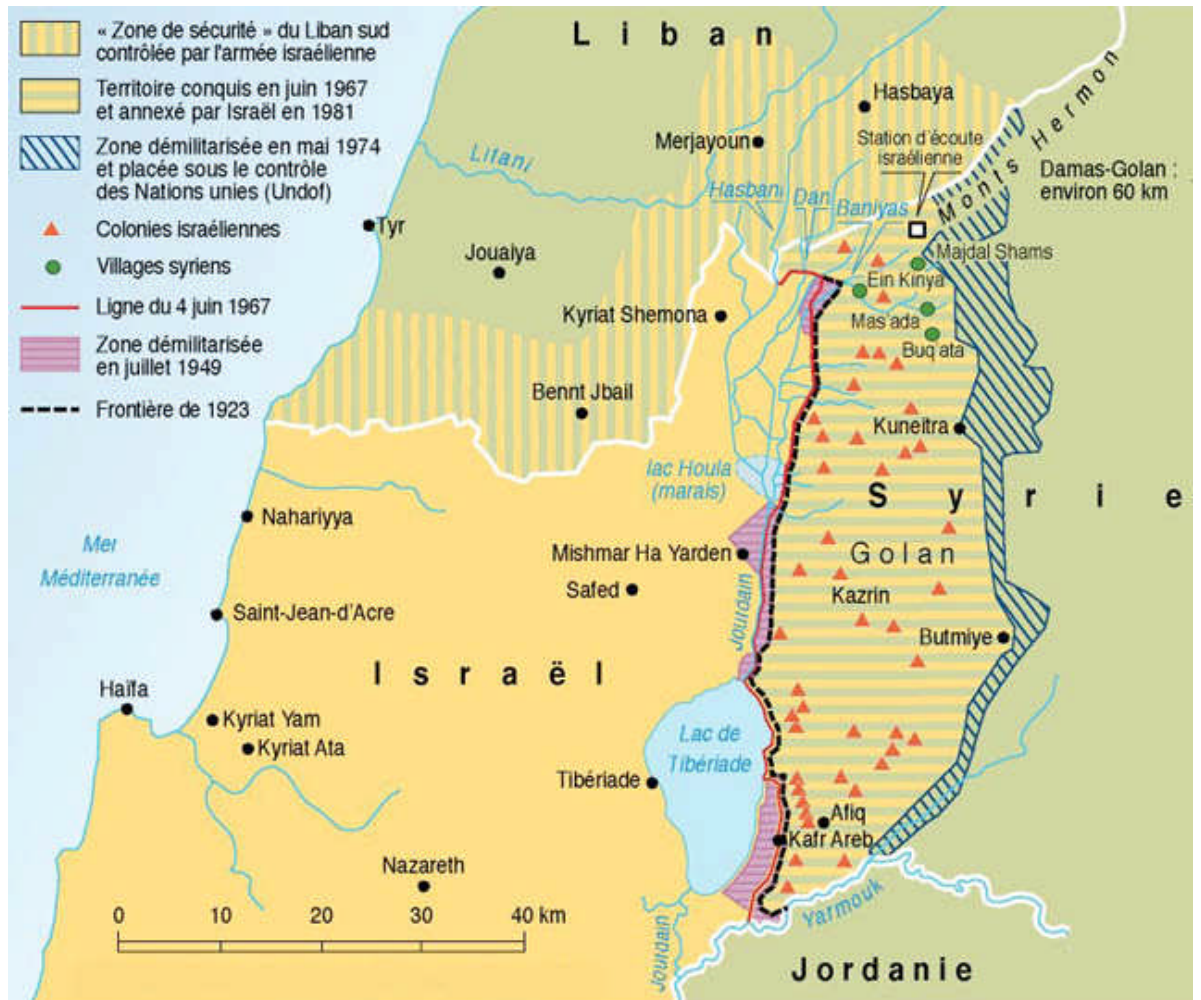
Source : www.wikipedia.org

ANNEXE 3 : LES COMMUNAUTES RELIGIEUSES AU LIBAN EN 2002



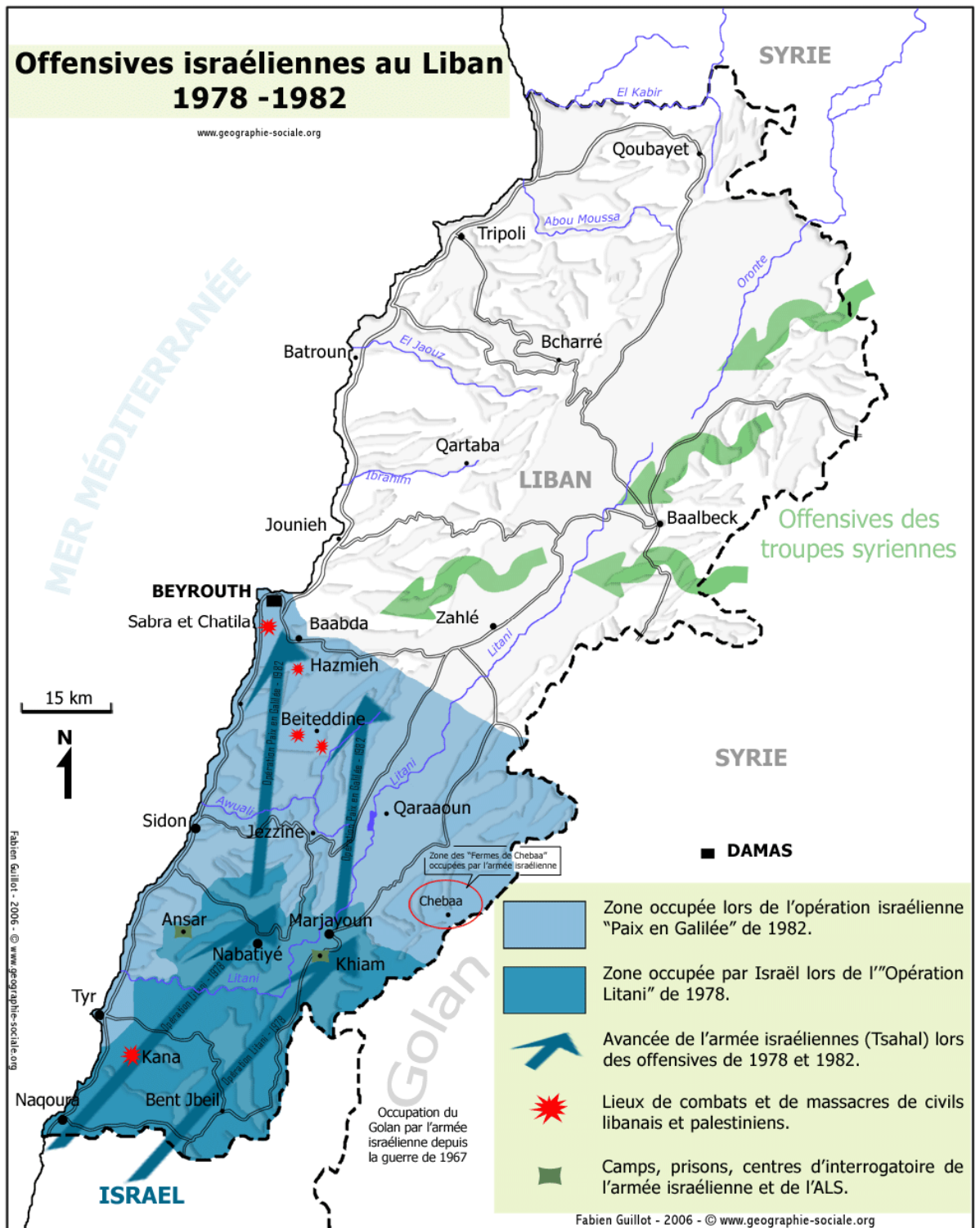
Source : www.ladocumentation française.fr

**ANNEXE 4 : LE GOLAN ANNEXE ET LE SUD-LIBAN OCCUPE PAR ISRAËL
EN 2000**



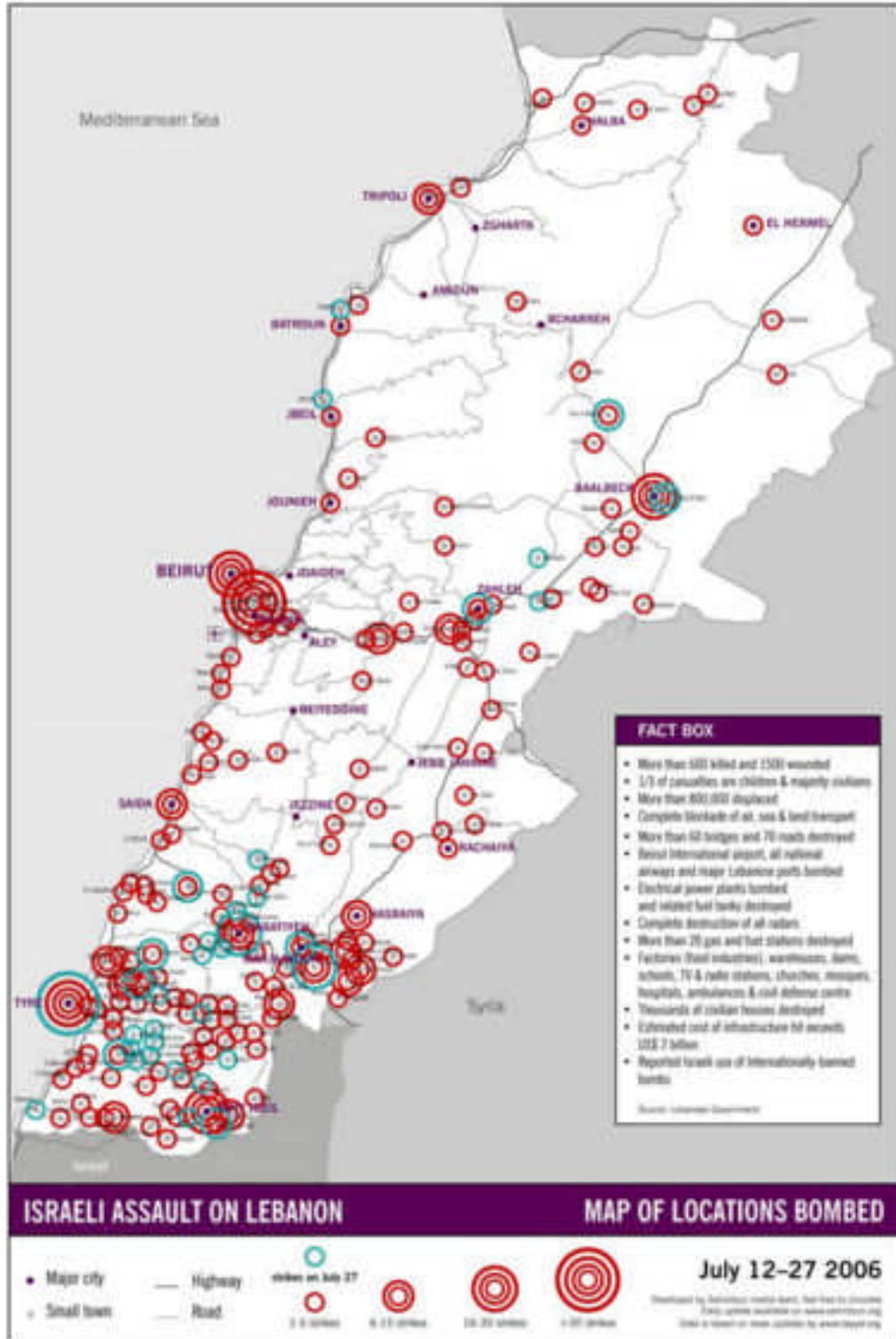
Source : www.monde-diplomatique.fr

ANNEXE 5 : OFFENSIVES ISRAËLIENNES AU LIBAN 1978-1982



Source : www.geographie-sociale.org

ANNEXE 6 : ATTAQUES ISRAËLIENNES AU LIBAN DU 12 AU 27 JUILLET 2006



Source : www.wikipedia.fr

ANNEXE 7 : LES PRINCIPALES RESOLUTIONS DE L'ONU CONCERNANT LE LIBAN

Résolution	Date	Description
<u>1701</u>	12 août 2006	Arrêt des opérations militaires au Liban, instauration d'un cessez-le-feu, déploiement d'une force de l'ONU de 15 000 hommes
<u>1614</u>	29 juillet 2005	Rappel la validité de la "Ligne bleue" et inquiétudes pour l'instabilité sur cette ligne où perdure des tensions
<u>1559</u>	2 septembre 2004	Rappel du principe de souveraineté du Liban et inquiétude face à la persistance de la présence de milices armées au Liban
<u>1223</u>	28 janvier 1999	Prorogation du mandat de la FINUL, soutien le principe de la souveraineté du gouvernement libanais sur son territoire national
<u>520</u>	17 septembre 1982	Condamnation de l'assassinat du Président libanais Béchar Gemayel et des incursions israéliennes dans Beyrouth
<u>518</u>	12 août 1982	Sur la situation à Beyrouth du fait des activités militaires israéliennes autour et dans la ville
<u>517</u>	4 août 1982	Blame envers Israël quand aux conséquences de l'invasion de Beyrouth par ses forces armées
<u>516</u>	1er août 1982	Instauration d'un cessez-le-feu au Liban et sur la frontière entre le Liban et Israël
<u>515</u>	29 juillet 1982	Exige d'Israël la levée immédiate du blocus sur la ville de Beyrouth
<u>513</u>	4 juillet 1982	Demande que les droits des populations civiles libanaises soient respectés
<u>426</u>	19 mars 1978	Création et envoi d'observateurs de l'ONU et d'une force d'interposition : la FINUL
<u>425</u>	19 mars 1978	Demande l'arrêt des opérations militaires israéliennes au Liban

Source : www.geographie-sociale.org